

document de travail

Mars 2013

131

Approche comparée des évolutions économiques
des Outre-mer français sur la période 1998-2010

Croissance économique stoppée par la crise de 2008

Claude Parain, chargé de mission, INSEE, La Réunion

Sébastien Merceron, conseiller technique, ISPF, Polynésie française

Contacts : Virginie Olive, économiste, AFD

Françoise Rivière, économiste, AFD

Département de la Recherche

Agence Française de Développement 5 rue Roland Barthes
Direction de la Stratégie 75012 Paris - France
Département de la Recherche www.afd.fr

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce Document de travail sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence Française de Développement ou de ses institutions partenaires.

Directeur de la publication : Dov ZERAH

Directeur de la rédaction : Alain HENRY

ISSN : 1958-539X

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2013.

Mise en page : Marcelle LARNICOL

Avant-propos

Un Outre-mer français ou des Outre-mer ?

Les Outre-mer français sont des territoires très divers, par leurs populations, leur cadre institutionnel et leurs évolutions économiques. Deux grands espaces se distinguent.

D'une part, les départements d'Outre-mer (DOM) sont engagés dans un rapprochement fort avec la métropole du fait d'un environnement institutionnel et un cadre juridique, fiscal, monétaire, réglementaire semblables aux autres départements de métropole. Ils bénéficient en outre de dispositifs de convergence, du fait de leur statut de région ultrapériphérique (RUP) européenne.

D'autre part, les collectivités d'Outre-mer (COM) ont choisi l'autonomie dans la République. Dans ces territoires, nombre de domaines de la sphère publique incombent aux pouvoirs publics locaux, et non étatiques. Par exemple, les politiques budgétaires, fiscales, celles du commerce extérieur sont spécifiques à chacun de ces territoires. De plus, les règles communautaires européennes ne s'y appliquent pas.

A l'intérieur de chacun de ces espaces, les évolutions économiques sont différentes du fait de l'activité de secteurs spécifiques, comme par exemple l'extraction de nickel en Nouvelle-Calédonie, l'industrie spatiale en Guyane, la perliculture en Polynésie française, etc.

En dépit de leurs diversités, certaines caractéristiques leur sont communes. Ce sont de petites économies, tournées essentiellement vers leur marché intérieur. Elles n'échangent de fait que très peu avec les pays voisins. Ces territoires sont ainsi confrontés à l'étroitesse de leur marché intérieur où les grandes industries sont inexistantes. Il est en effet difficile pour les entreprises d'exploiter pleinement leurs capacités de production et de réaliser des économies d'échelle pour vendre au moindre coût. De plus, l'éloignement des sources d'approvisionnement, essentiellement métropolitaines pour des raisons historiques, entraîne des surcoûts de production et de stockage. Le tissu entrepreneurial est composé quasi uniquement de petites entreprises (micro-entreprises ou petites et moyennes entreprises – PME). L'externalisation des activités est également plus difficile par effet de taille et la concurrence est réduite.

Pour surmonter ces handicaps, des aides à destination des RUP sont accordées aux DOM par l'Union européenne (UE) et à l'ensemble des territoires français d'Outre-mer par l'État français dans le cadre de lois spécifiques à l'Outre-mer. La plus récente est la Loi pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM). Les contrats de plan État-Région ou État-Pays complètent ces aides. Les lois spécifiques visent à améliorer la rentabilité des entreprises et à leur donner la capacité de développer une production intérieure rentable. Des mesures de défiscalisation des investissements productifs et du logement sont mises en place dans ce sens. Ces lois favorisent également le soutien à l'emploi par des mesures d'exonération de charges sur les salaires et des mesures fiscales particulières.

Ces territoires bénéficient également de fiscalités locales spécifiques qui abondent le budget des collectivités locales et permettent de protéger certains secteurs stratégiques de la concurrence extérieure, comme par exemple l'octroi de mer dans les DOM¹.

¹ L'octroi de mer est une taxe applicable à la plupart des produits importés, en vigueur dans les régions d'Outre-mer. Elle est perçue par les douanes et est une ressource financière essentielle aux communes ultramarines. Par ses exonérations spécifiques, le but de l'octroi de mer est de créer une distorsion fiscale afin de protéger la production locale de la concurrence extérieure.

Encadré méthodologique

Outre-mer : des données statistiques souvent hétérogènes

Les statistiques de l'Outre-mer diffèrent entre les DOM et les COM. Si l'objectif poursuivi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) au cours des dernières années est d'harmoniser les sources et les enquêtes statistiques entre les DOM et les régions métropolitaines, les COM sont restées à l'écart de ce rapprochement.

Les DOM « historiques » (Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane) disposent, du fait de leur statut de département, de répertoires et d'opérations statistiques identiques à la métropole (enquête emploi, estimation annuelle d'emploi, recensement en continu de la population, etc.), ce qui permet de mener des études comparatives avec la métropole. Les COM ne rentrent pas dans ce dispositif statistique : par exemple, le taux de chômage est fourni par le recensement de la population réalisé tous les cinq ans. Les COM sont traitées dans des paragraphes spécifiques ou exclues de l'analyse.

Les DOM disposent, sur certains domaines, de statistiques plus nombreuses que les régions de métropole. Ainsi, la possibilité d'obtenir des données précises sur les entrées et sorties du territoire permet d'élaborer des comptes économiques par DOM, ce qui n'est pas possible pour les départements métropolitains. De ce fait, les comparaisons en matière de données comptables se font essentiellement avec l'ensemble métropolitain et non avec les régions ou départements de la métropole.

Il est difficile d'harmoniser les données en matière de mesure des inégalités monétaires ; celles-ci reposent essentiellement sur les résultats des enquêtes « Budget de Famille » réalisées à des dates différentes entre les DOM et les COM. La métropole utilise essentiellement les résultats de l'enquête « revenus fiscaux localisés », plus précis pour mener ce type d'analyse. Cette opération se met en place progressivement dans les DOM et permettra à terme de mieux mesurer les inégalités monétaires et de réaliser des comparaisons plus pertinentes. Les concepts utilisés sont différents entre les DOM et les COM. Certains utilisent le concept de bas revenus, d'autres de seuil de pauvreté. Néanmoins, les données disponibles montrent que les inégalités sont fortes. Une harmonisation s'impose sur un sujet aussi important.

Pour ne pas perdre la richesse d'informations disponibles sur les DOM, certains chapitres excluent les COM. Ainsi, le tableau 3 et les graphiques 3, 4, 5, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 23, 27, 28 et 29 ne concernent que les quatre seuls DOM « historiques ».

Les sections 1.2, 1.3, 2.2, 3.2 et la partie 4 traitent de la comparaison de quatre DOM et de deux COM du Pacifique (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française).

Les données comptables récentes et plus particulièrement les données sur la crise économique (cf. section 2) sont issues des comptes économiques rapides. Le projet CEROM (Comptes économiques rapides de l'Outre-mer) est un projet multilatéral (INSEE, Institut de la statistique de Polynésie française - ISPF, Institut de la statistique et des études économiques – ISEE, AFD, Institut d'émission des départements d'Outre-mer – IEDOM, Institut d'émission d'Outre-mer – IEOM) destiné à produire en cours de l'année une première estimation du produit intérieur brut (PIB) de l'année écoulée. Ces comptes reposent sur un modèle macroéconomique de type keynésien alimenté par les premières données disponibles. Il ne s'agit pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront disponibles.

Pour des raisons purement statistiques, l'étude exclut Mayotte, Wallis et Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sommaire

	Résumé	7
1.	Une croissance économique soutenue avant la crise de 2008	9
1.1.	Analyse comparée de la structure économique des Outre-mer	9
1.2.	Une forte croissance économique sur 1998-2008	14
1.3.	La vigueur de la croissance démographique freine la progression du PIB par habitant	15
1.4.	Les secteurs moteurs de la croissance	17
2.	Un rattrapage partiel stoppé par la crise de 2008	19
2.1.	A court terme, l'Outre-mer moins affecté par la crise que la métropole	19
2.2.	Des trajectoires de croissance de plus en plus différenciées	21
3.	Une croissance sans réduction de la pauvreté ni des inégalités	25
3.1.	La répartition de la richesse	25
3.2.	La création de richesse n'a pas permis de réduire les inégalités monétaires	27
4.	Evolution de l'emploi en Outre-mer	31
4.1.	Une forte croissance de l'emploi stoppée par la crise de 2008	31
4.2.	Le taux d'emploi stagne et le chômage reste élevé	36
	Conclusion	41
	Liste des sigles et abréviations	43

Résumé

L'Outre-mer français, mise à part la Polynésie française, a connu au cours de la décennie qui a précédé la crise de 2008 une croissance économique remarquable portée par le secteur marchand. Malgré ce dynamisme, des retards en matière d'équipement, d'aménagement et de certains services publics, par rapport aux régions de métropole, subsistent. En Guyane et en Polynésie française, les gains de croissance sont plus faibles que l'accroissement de la population, d'où un PIB par habitant qui stagne. La crise économique récente, qui a touché fortement la plupart des territoires ultramarins, montre que cette croissance est fragile.

La consommation finale des ménages et des administrations publiques est le moteur principal des économies d'Outre-mer. Les exportations y sont faibles, à l'exception de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, qui bénéficient de la présence d'activités exportatrices à forte valeur ajoutée (VA), respectivement le spatial et le nickel.

Les mesures d'aide à l'Outre-mer mises en place au cours des deux dernières décennies ont favorisé l'investissement

des ménages et des entreprises. Les collectivités locales ont également investi dans les infrastructures (routes, ports, etc.) et dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Les activités tertiaires ont porté la croissance, aussi bien en termes d'emploi que de VA. Les services aux entreprises, les services à la personne et l'immobilier ont été particulièrement dynamiques. Mais l'agriculture, les industries agroalimentaires et l'hôtellerie-restauration n'ont pas progressé au même rythme.

Pour autant, la croissance économique observée n'a permis de réduire ni les inégalités ni les taux de pauvreté.

La présente étude est une analyse comparative des données macroéconomiques disponibles pour les départements et collectivités d'Outre-mer sur la période 1998-2010. Les résultats ont été présentés le 25 novembre 2011, lors de la troisième conférence économique AFD-CEROM sur le thème : « Créer de la valeur ajoutée et de l'emploi en Outre-mer ».

1. Une croissance économique soutenue avant la crise de 2008

1.1. Analyse comparée de la structure économique des Outre-mer

L'analyse des composantes du PIB fait ressortir des caractéristiques similaires aux économies d'Outre-mer françaises. La première est l'importance de la consommation finale des ménages (utilisation de biens et services marchands) et des administrations publiques (valeur des services fournis par les administrations). Pour les géographies d'Outre-mer, son poids dans le PIB est supérieur de 20 points relativement au niveau français. Elle constitue, plus qu'en métropole, le moteur principal du développement des économies ultramarines. Au cours de la période observée, sa part relative a toutefois diminué au bénéfice de l'investissement.

La deuxième caractéristique réside dans la faiblesse des exportations, à l'exception de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, du fait de leurs activités spécifiques. Dans ces deux territoires, une fois retirées les exportations liées aux activités spatiales en Guyane, et au nickel en Nouvelle-Calédonie, on retrouve des niveaux comparables aux autres géographies d'Outre-mer. Les échanges extérieurs y représentent respectivement 6 % et 9 % du PIB contre 27 % en France métropolitaine en 2007. Les taux d'ouverture² sont faibles, excepté en Guyane où il varie fortement en fonction de l'activité d'Ariane espace. Il passe de 26 % en 2004 à 45 % en 2007.

Tableau 1. Taux d'ouverture des Outre-mer français (en % du PIB local)

Année 2007	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	France métropolitaine
Taux d'ouverture	19,5	21,0	44,6	17,4	28,4	20,9	27,6

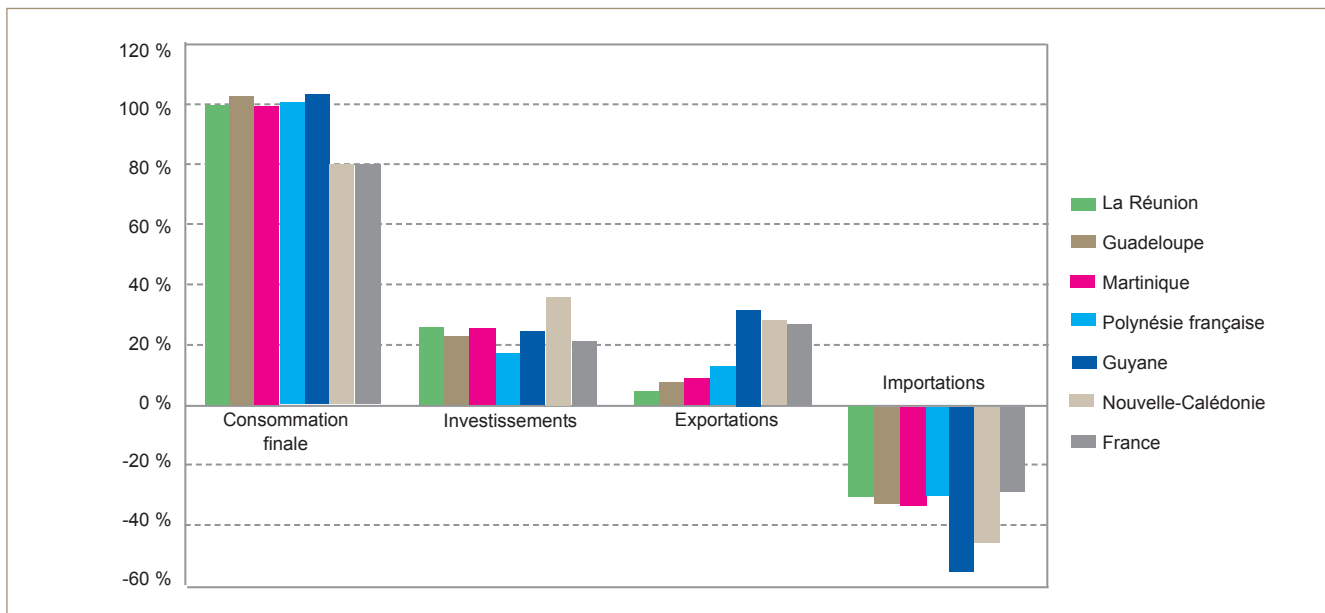
Sources : INSEE, comptabilité nationale (France métropolitaine), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; ISPF (Polynésie française).

Les importations sont, en proportion, à peine plus importantes qu'en France métropolitaine. En effet, elles représentent entre 30 % et 33 % du PIB (hors Guyane et

Nouvelle-Calédonie), contre 28 % en métropole. Sur l'ensemble de la période étudiée, le poids relatif du commerce extérieur est d'ailleurs resté identique.

² Cet indicateur rapporte la valeur des exportations et des importations à deux fois la valeur du PIB. Il est couramment utilisé pour mesurer le degré d'internationalisation des économies.

Graphique 1. Poids des composantes du PIB en 2007

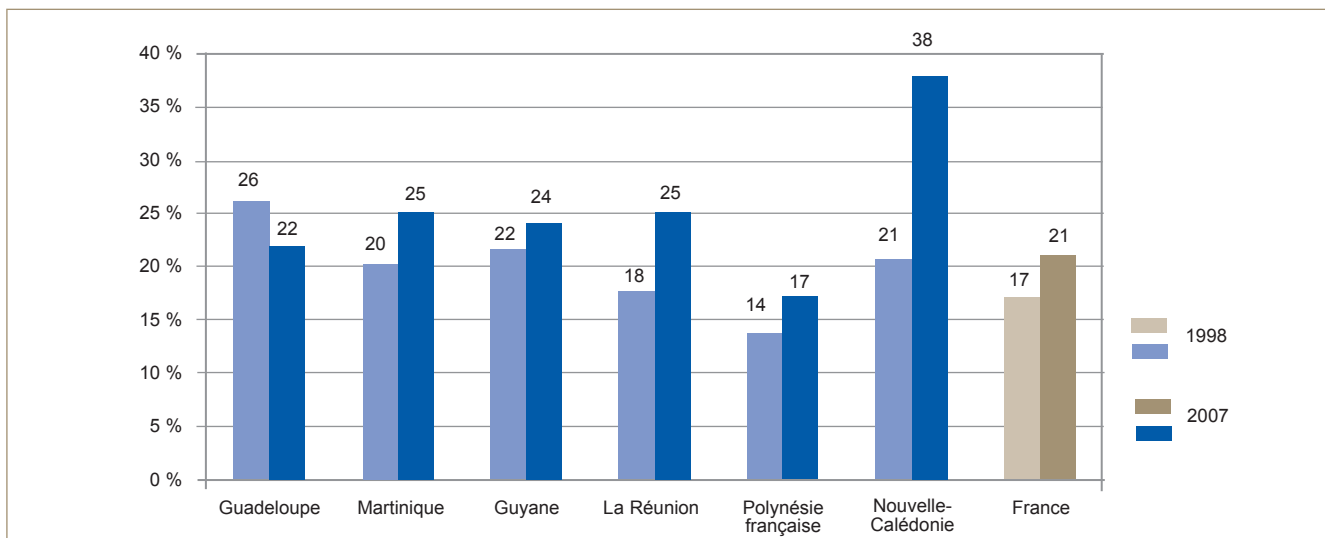


Sources : INSEE, comptabilité nationale (France), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie).

Après la consommation des ménages, celle des administrations et le commerce extérieur, l'investissement réalisé par les entreprises, les administrations et les ménages est la quatrième composante du PIB. Le taux d'investissement (poids de l'investissement dans le PIB), aux alentours de 20 % en Outre-mer en 2007, était très proche de celui de la France. Il était supérieur en Nouvelle-Calédonie (36 %), en raison de l'industrie du nickel et du développement important des infrastructures. En Polynésie française, le taux d'investissement était inférieur,

en l'absence de programmes d'investissements ambitieux. De 1998 à 2007, la vigueur de l'investissement réalisé dans les territoires ultramarins est supérieure à celle observée sur les territoires métropolitains, excepté en Guadeloupe : le taux d'investissement a augmenté de 17 points en Nouvelle-Calédonie, 7,6 points à La Réunion, 4,6 points en Martinique et 3,5 points en Guyane, contre 3,6 points en métropole. La Guadeloupe fait figure d'exception, avec une diminution de son taux d'investissement de 4 points.

Graphique 2. Evolution des taux d'investissement Outre-mer (formation brute de capital fixe [FBCF]/PIB)

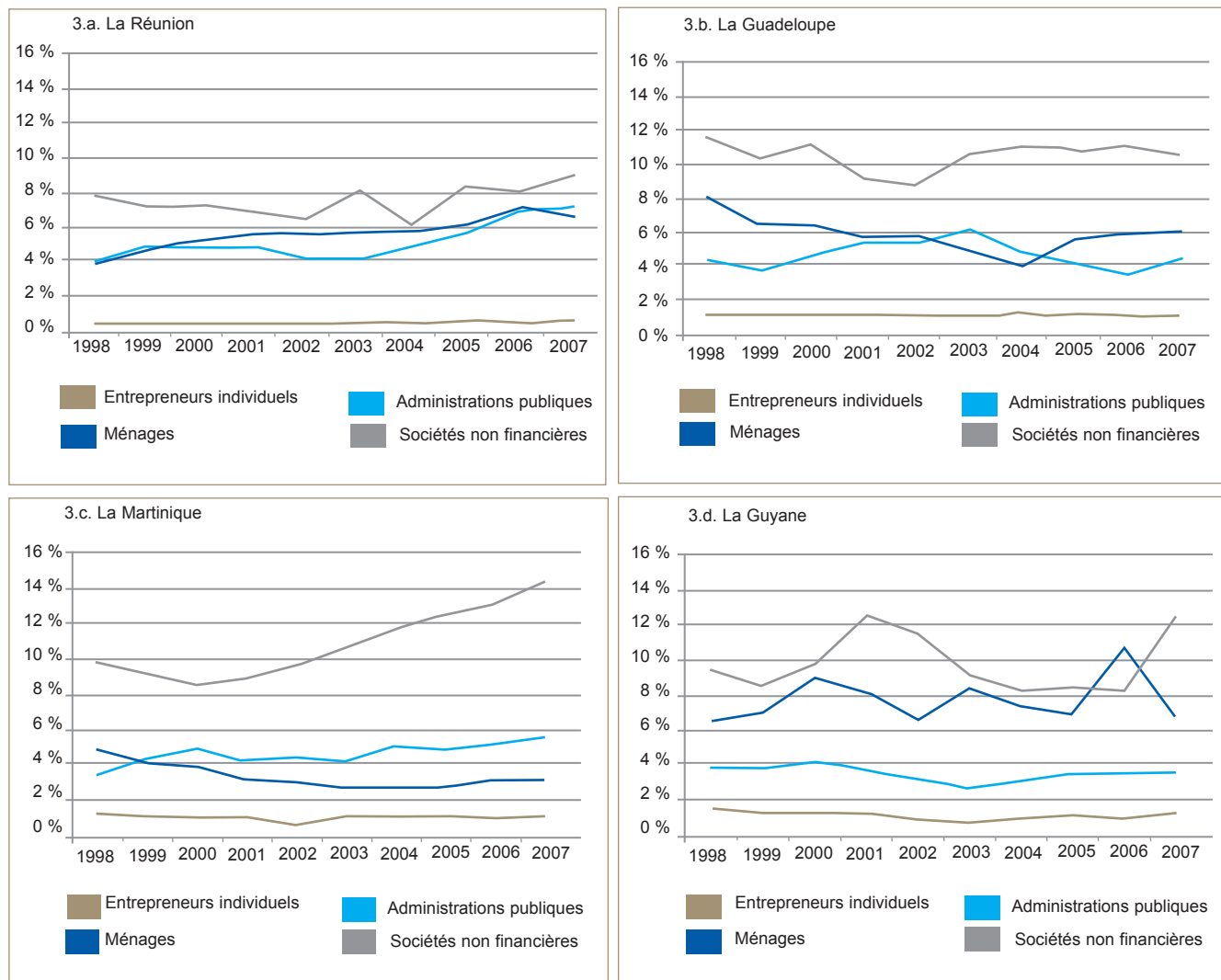


Sources : INSEE, comptabilité nationale (France), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie).

L'investissement réalisé par les entreprises croît sur la période. En 2007, la part des sociétés non financières dans l'investissement varie de 35 % à La Réunion à 57 % en Martinique. Cette part a augmenté partout au cours de la période étudiée, en particulier en Martinique où elle était de 40 % en 2000.

Outre cette caractéristique commune, le rôle des agents économiques en matière d'investissement est variable d'un département à l'autre.

Graphique 3. Taux d'investissement par agent économique dans les quatre DOM (1998-2008)



Source : INSEE, comptes régionaux DOM.

A La Réunion, l'investissement des entreprises repart fortement à la hausse à partir de 2004 et contribue significativement à l'accroissement du PIB. L'investissement des ménages, constitué par les achats de biens immobiliers, croît régulièrement au cours de la période. Jusqu'en 2006, les ménages sont seconds en matière d'investissement. Globalement, ils investissent plus que les

administrations. Le taux d'investissement des ménages réunionnais est supérieur à celui observé dans les autres DOM. Il répond aux besoins d'une population croissante. La pression démographique, la croissance de l'emploi et les aides aux logements (défiscalisation, etc.) expliquent cette forte croissance.

L'investissement des administrations publiques, longtemps en troisième position, dispute la deuxième place à l'investissement des ménages en fin de période. La hausse des investissements publics a été forte à partir de 2004 et correspond à la mise en place des grands chantiers (route des Tamarins, aménagement du port Est, etc.), ainsi qu'à la livraison d'équipements publics (établissements scolaires, hôpitaux, etc.). L'investissement des entreprises individuelles reste faible.

C'est en Martinique que la part de l'investissement des sociétés non financières dans le PIB est la plus importante, ce qui s'explique en partie par le taux d'investissement des ménages particulièrement bas dans ce DOM. Compte tenu de la rareté des terrains constructibles, ce sont principalement des sociétés non financières qui, portées par la défiscalisation, construisent les logements collectifs.

L'investissement des ménages diminue au cours de la période, tandis que le taux d'investissement des administrations augmente de manière modérée.

En Guyane, le taux d'investissement des administrations est le plus important des DOM. Il représente environ 8 % du PIB de la Guyane.

Les administrations publiques jouent un rôle majeur dans la croissance économique des Outre-mer. Leur contribution

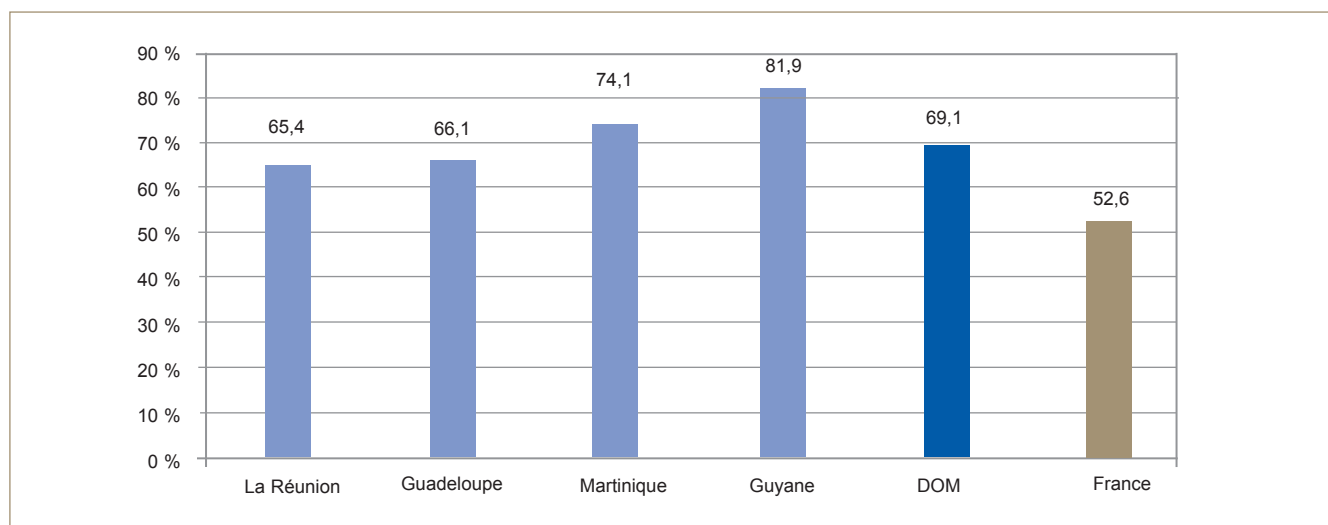
est plus importante qu'en métropole : en 2007, les dépenses publiques représentaient en moyenne 69,1 % du PIB des économies domiennes³, contre 52,6 % au niveau national.

Ce pourcentage est très variable d'un département à l'autre. Il est de l'ordre de 66 % à La Réunion et en Guadeloupe, et de près de 82 % en Guyane. Les administrations publiques regroupent les administrations d'État, les collectivités territoriales, les hôpitaux et les organismes de sécurité sociale.

Les dépenses de fonctionnement regroupant les salaires et les consommations intermédiaires sont plus importantes dans les DOM (30 % en moyenne, contre 20 % en France). Cet écart provient essentiellement d'une moindre création de valeur ajoutée dans ces départements, les taux d'encadrement (emplois/habitants) étant très proches de ceux de la métropole. Sur la période étudiée, leur part stagne, voire diminue dans les trois DOM insulaires (- 5 points à La Réunion). Il en est de même en Nouvelle-Calédonie où elle passe de 30 % au début de la décennie à 26 % en 2007.

Le solde des comptes des administrations publiques est négatif, les dépenses étant supérieures aux recettes, et correspond à un transfert public national. Il représente 21 % du PIB en Martinique, 25 % en Guadeloupe, 30 % à La Réunion et 37 % en Guyane.

Graphique 4. Part des dépenses des administrations publiques dans le PIB (année 2007)



Source : INSEE : Comptes régionaux des DOM et comptabilité nationale.

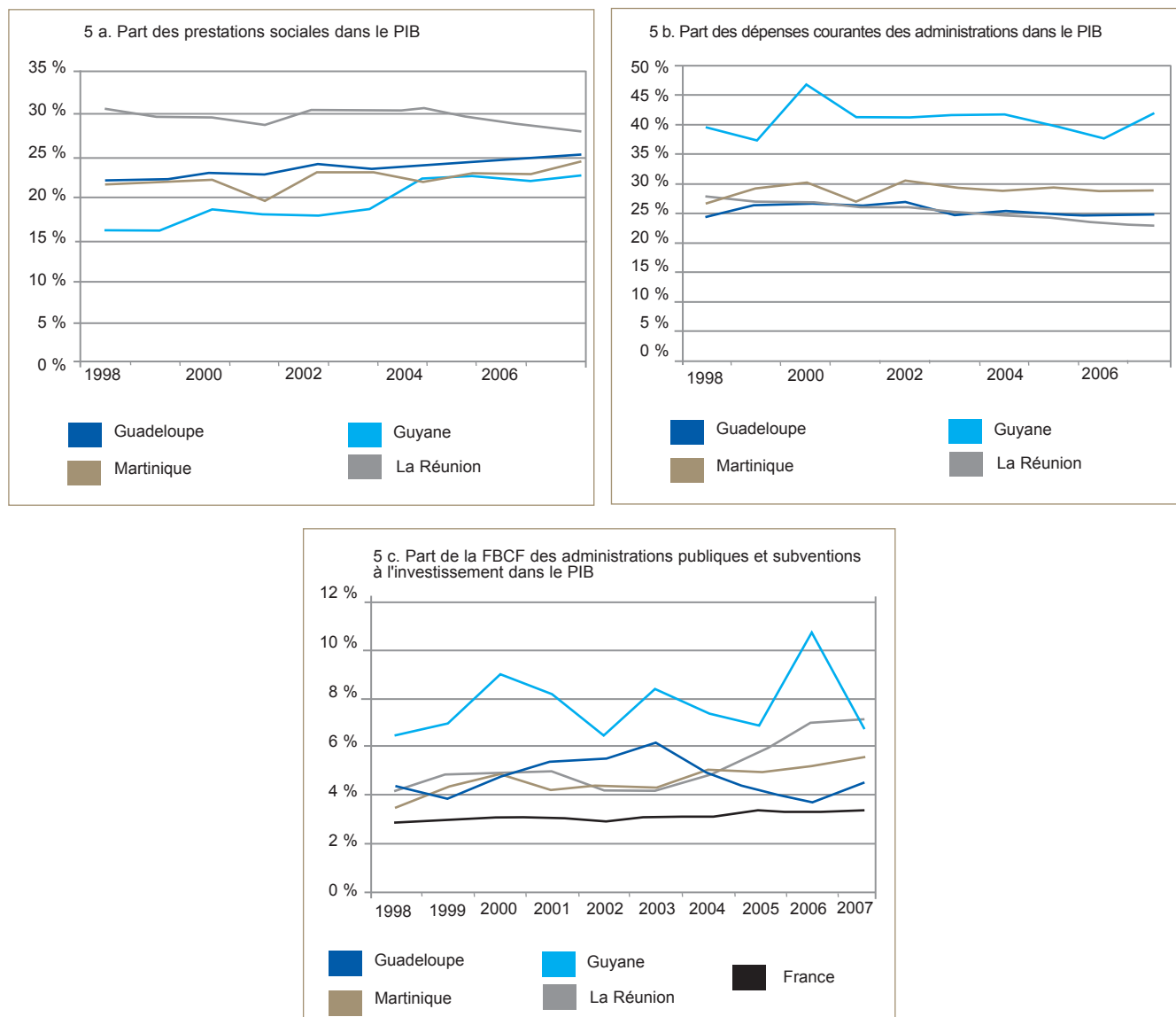
³ Selon les comptes régionalisés des administrations publiques locales en base 2000 (en ligne sur le site de l'INSEE en juillet 2010).

Sur cette période, le poids relatif des principales dépenses s'est modifié. Ainsi en 1998, la part des prestations sociales (minima sociaux en espèces, remboursements des dépenses médicales et aides au logement) dans le PIB variait entre 15 % en Guyane et 32 % à La Réunion. Malgré le rattrapage du montant de certaines prestations comme le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de parent isolé (API), la part de ces transferts a diminué à La Réunion du fait d'un développement économique rapide. En revanche, en Guadeloupe et en Martinique, leur progression a été légèrement supérieure à celle du PIB sur

la période étudiée. En Guyane, la part des prestations dans le PIB était faible en 1998, mais leur croissance a été rapide jusqu'en 2004.

Les prestations sociales, en espèces et en nature (de biens et services marchands), sont légèrement plus importantes dans les DOM où elles représentent 29 % du PIB contre 23,2 % pour l'ensemble du territoire français. En Nouvelle-Calédonie, la part de ces prestations est plus faible : elle représente 15 % du PIB et n'évolue pas sur la décennie 2000.

Graphique 5. Evolution des différentes dépenses des administrations publiques (1998-2008)



Source : INSEE, comptes régionaux DOM.

Les dépenses d'investissement et les aides à l'investissement versées par les administrations publiques ont progressé plus vite que le PIB à La Réunion (+ 3 points) et en Martinique (+ 2 points). Elles ont accompagné la croissance en Guadeloupe et en Guyane.

Globalement, les administrations publiques accompagnent la croissance, mais leurs contributions sont très variables d'un département à l'autre.

A La Réunion, la part des prestations et les dépenses courantes diminue. Cette baisse est compensée par une hausse des investissements.

En Martinique, la part des dépenses courantes et des prestations stagne, tandis que la part des investissements progresse très légèrement.

En Guadeloupe, la part des prestations augmente, mais celle de l'investissement et des dépenses courantes diminue.

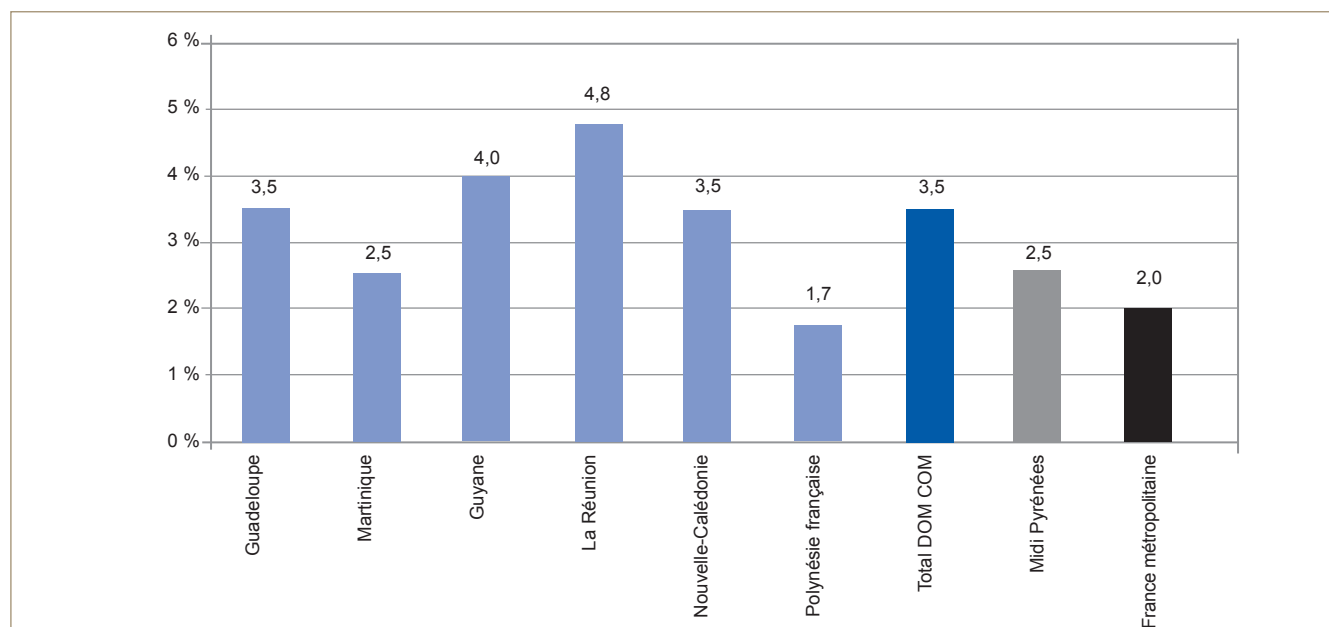
En Guyane, tandis que la part des investissements et des dépenses courantes stagne avec de fortes fluctuations, la part des prestations en espèces s'accroît pour rattraper un niveau comparable aux autres DOM en 2004.

1.2. Une forte croissance économique sur 1998-2008

L'Outre-mer a bénéficié au cours des dix dernières années d'une croissance économique plus rapide qu'en France métropolitaine. Entre 1998 et 2008, la croissance annuelle moyenne a été de 3,5 % en Outre-mer contre 2 % en métropole (cf. graphique 6) . D'un territoire à l'autre, la

situation est néanmoins contrastée. Ainsi, La Réunion et la Guyane ont connu une croissance deux fois supérieure à celle de la France métropolitaine. En revanche, les croissances polynésienne et martiniquaise ont été plus faibles qu'en métropole.

Graphique 6. Variation annuelle du PIB en volume (1998-2008)



Sources : INSEE, comptabilité nationale (France métropolitaine : PIB régionaux), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; estimation Polynésie.

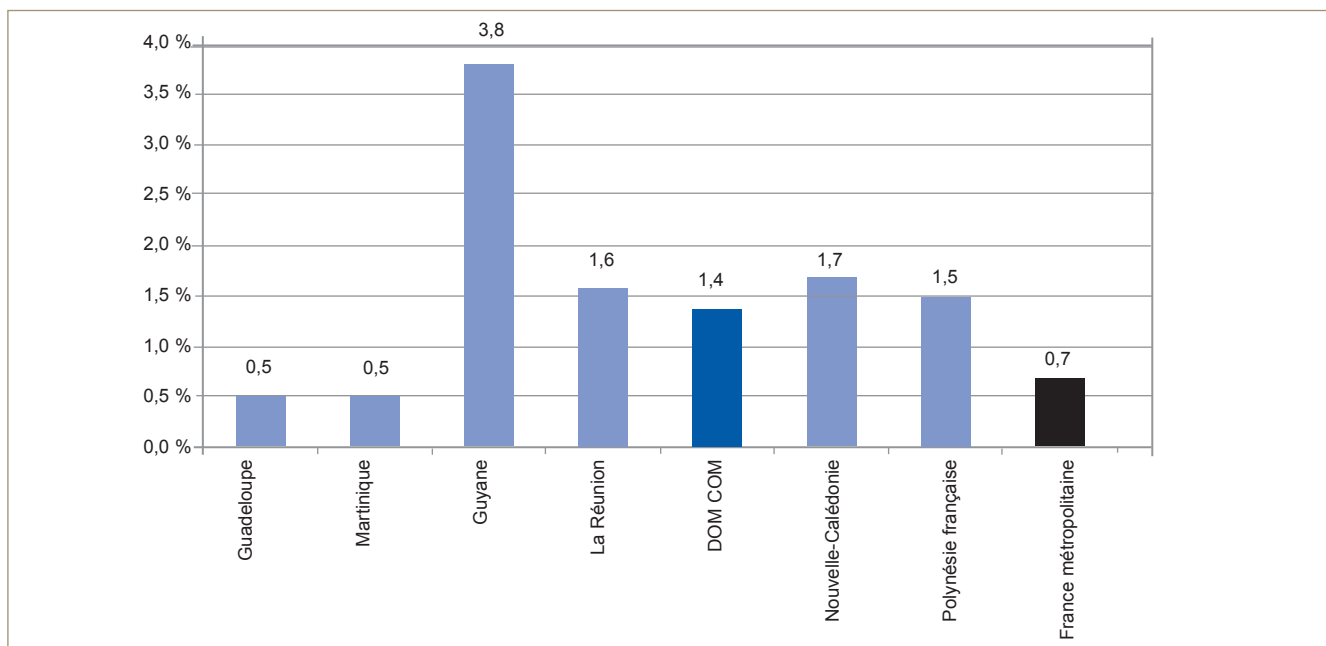
1.3. La vigueur de la croissance démographique freine la progression du PIB par habitant

La population ultramarine augmente deux fois plus vite qu'en métropole au cours de la décennie 2000. Les évolutions sont cependant très différentes d'un territoire à l'autre. La Guyane connaît une forte croissance de sa population (+3,7 % par an), provenant à la fois d'un accroissement naturel important et d'une immigration élevée. La Réunion et la Nouvelle-Calédonie connaissent une croissance plus modérée mais significative. A La Réunion, celle-ci provient essentiellement de l'accroissement naturel. La transition démographique devrait s'achever au cours des vingt prochaines années, ainsi la population devrait croître plus faiblement à partir de

2030. La Guadeloupe et la Martinique, qui ont achevé leur transition démographique, affichent une très faible croissance démographique. En Polynésie française, les migrations sont négligeables, et la transition démographique est largement entamée depuis deux décennies.

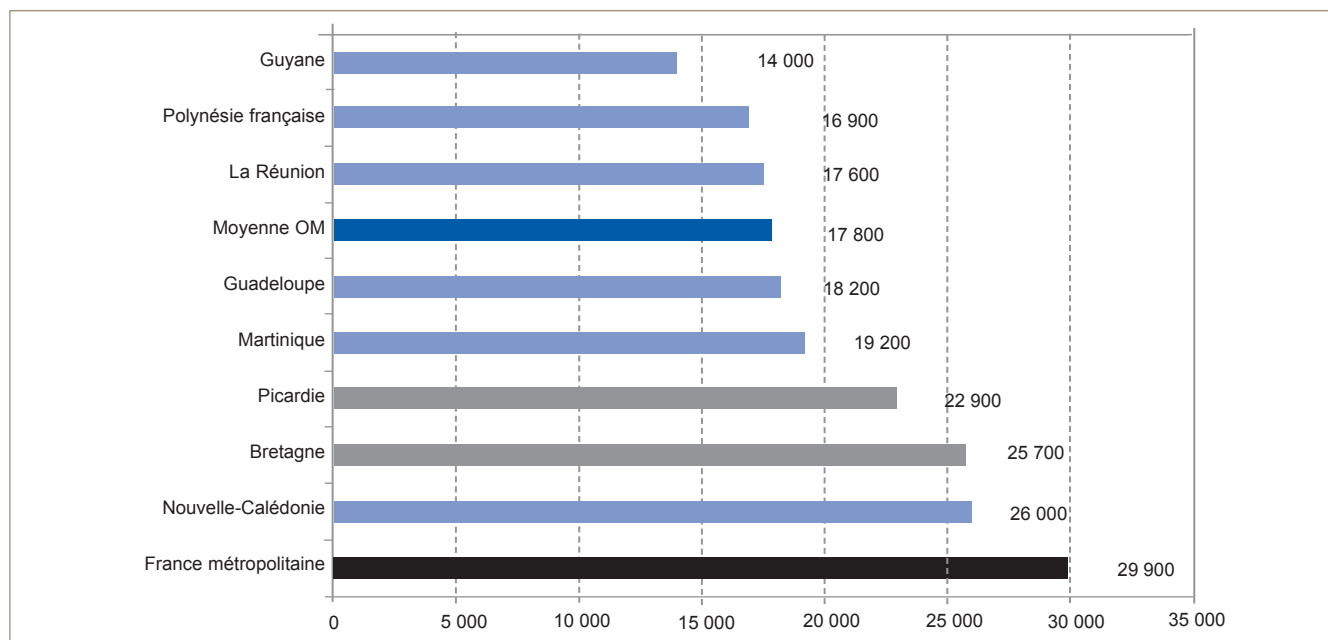
En conséquence, le PIB par habitant de l'ensemble de l'Outre-mer est resté nettement en deçà du niveau moyen français. Il s'élève en moyenne à 17 800 euros en 2009, soit 59 % du PIB par habitant métropolitain. Au niveau des DOM ou COM, on observe certaines disparités.

Graphique 7. Évolution annuelle de la population (1998-2008)



Sources : INSEE, comptabilité nationale (France métropolitaine : PIB régionaux), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; estimation Polynésie.

Graphique 8. Comparaison des PIB par habitant entre l'Outre-mer et la métropole (2009, en euros)

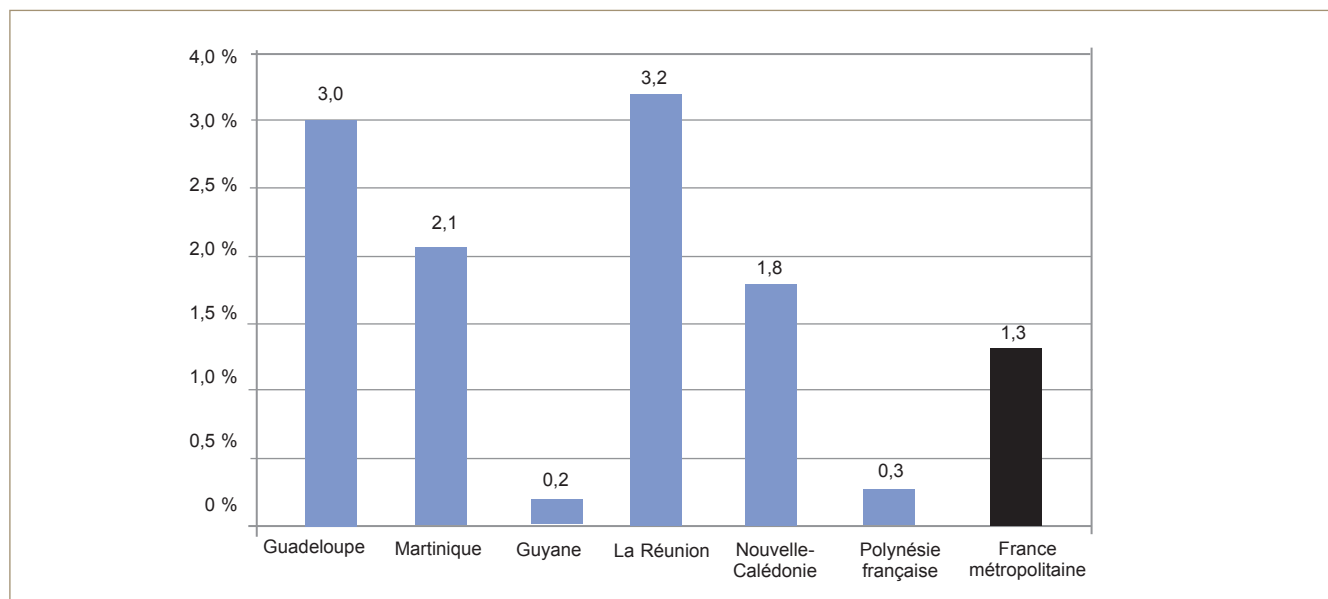


Sources : INSEE, comptabilité nationale (France), comptes régionaux pour les DOM (estimation à partir des comptes rapides) ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; estimation Polynésie.

Les DOM (sans Mayotte) et la Polynésie française bénéficient d'un PIB par habitant compris entre 47 % et 64 % du niveau national. La Guyane est le territoire le plus pauvre, suivi de la Polynésie française. La Réunion se situe proche de la moyenne de l'Outre-mer⁴. La Martinique, dont le PIB par habitant est le plus élevé des

DOM, se situe loin derrière la Picardie, région métropolitaine dont le PIB par habitant est le plus faible. Enfin, la Nouvelle-Calédonie dispose d'un PIB par habitant proche de celui de la Bretagne (la 10^e des 22 régions métropolitaines en termes de PIB par habitant) et des pays de la Loire (9^e position).

Graphique 9. Évolution annuelle moyenne du PIB par habitant en volume (1998-2008)



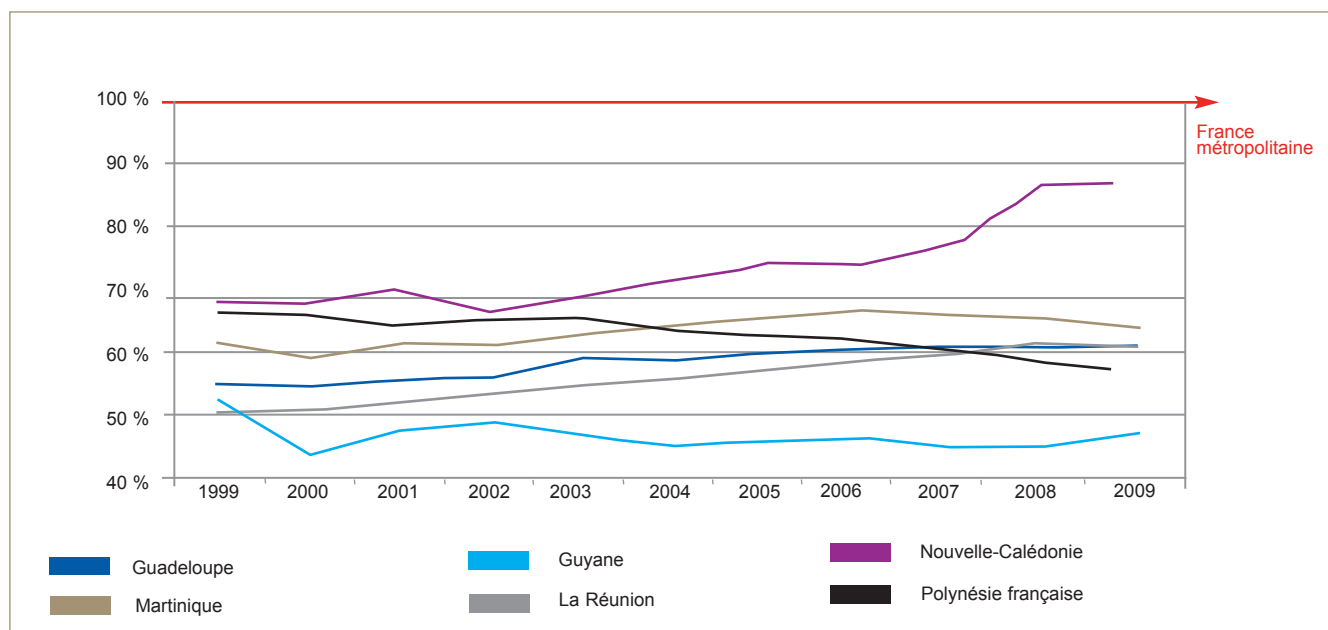
Sources : INSEE, comptabilité nationale (France), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; estimation Polynésie.

⁴ Mayotte et Wallis-et-Futuna, qui ne sont pas inclus dans l'étude, ont les PIB par habitant les plus bas de l'Outre-mer, soit respectivement 6 600 et 10 100 euros.

La progression du PIB par habitant entre 1999 et 2009 est très contrastée d'un territoire à l'autre, en raison de dynamiques démographiques et économiques différentes. En Guyane, la croissance de la population fait stagner la richesse produite par habitant. En Polynésie, la faible

augmentation du PIB a été absorbée par celle de la population. Dans les DOM insulaires et en Nouvelle-Calédonie, la forte augmentation de la VA a dépassé l'accroissement démographique et a donc permis de réduire l'écart avec la France métropolitaine.

Graphique 10. Évolution du PIB par habitant en proportion de la France métropolitaine (1999-2009)



Sources : INSEE, comptabilité nationale (France), comptes régionaux pour les DOM ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; estimation Polynésie.

1.4. Les secteurs moteurs de la croissance

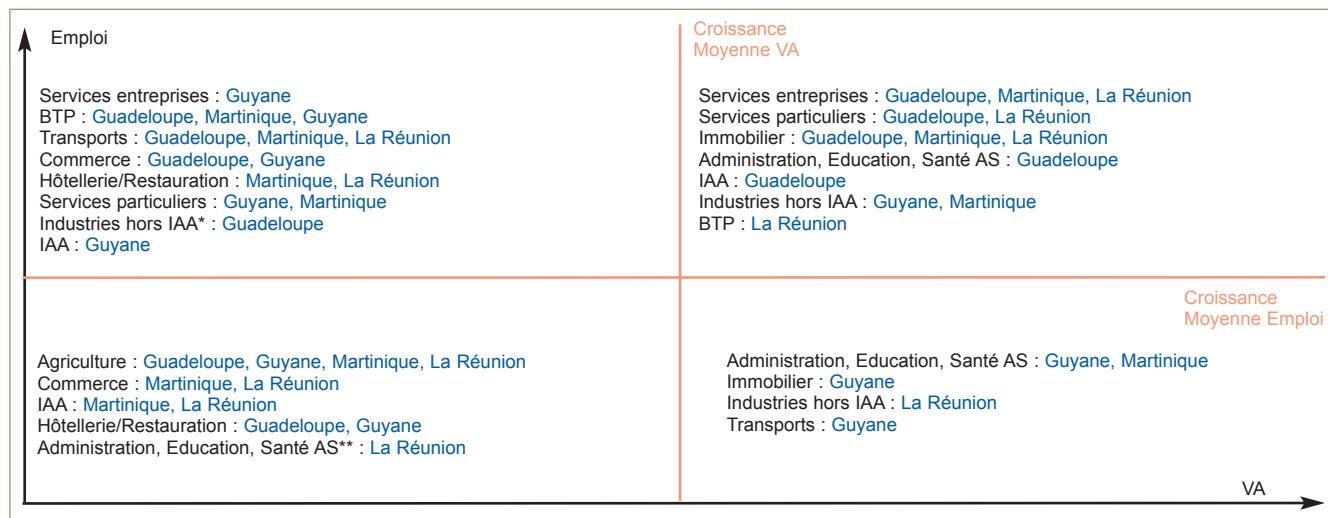
Les activités tertiaires et certaines activités industrielles ont porté la croissance dans les DOM

Le développement des DOM et des COM ne repose pas uniquement sur le développement du tertiaire. On assiste en métropole à un déclin de l'industrie, ce qui n'est pas le cas de l'Outre-mer : certains secteurs industriels spécifiques comme l'industrie minière en Nouvelle-

Calédonie, l'industrie spatiale en Guyane, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), l'industrie des biens d'équipement à La Réunion, les industries agroalimentaires en Guadeloupe sont en développement.

Les secteurs d'activité peuvent être classés en quatre groupes, en fonction de leurs évolutions sur la période étudiée (cf. graphique 11).

Graphique 11. Croissance moyenne de la VA et de l'emploi par secteur d'activité (1997-2008)



IAA* : Industrie agroalimentaire ; Adm. Ed. Santé AS** : Administration, Education, Santé, Action sociale.
Sources : INSEE, Comptes régionaux et estimations d'emploi localisées (ESTEL).

Note de lecture : pour chacun des quatre DOM étudiés, chaque secteur est positionné en fonction de la progression de la VA (axe des abscisses) et de l'emploi (axe des ordonnées). Sur l'axe des abscisses, la ligne verticale rouge représente l'accroissement moyen de la VA au cours de la période 1998-2007, et sur l'axe des ordonnées, la ligne horizontale rouge représente l'accroissement moyen de l'emploi au cours de la période. Les secteurs qui se trouvent à droite de la ligne verticale rouge ont connu une croissance de leur VA supérieure à la moyenne, et les secteurs qui se trouvent au-dessus de la ligne horizontale rouge ont connu une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne. Ainsi, les secteurs qui se trouvent dans le cadran en haut à droite sont les secteurs les plus dynamiques.

Les secteurs dynamiques, *i.e.* ceux qui ont connu une croissance en emploi et en VA supérieure à la moyenne dans les DOM, sont les services aux entreprises (conseil en gestion, sécurité, entretien, information, communication, intérim), les services à la personne et l'immobilier (cf. graphique 11, cadran en haut à droite). En lien avec le fort besoin en logements, le secteur du BTP à La Réunion a été également très dynamique. Les industries agroalimentaires, essentiellement la production de rhum en Guadeloupe, et les industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires en Martinique ont aussi bénéficié d'une forte croissance.

D'autres secteurs ont été dynamiques en termes de VA, mais pas ou peu en termes d'emploi (cf. graphique 11, cadran en bas à droite). Il s'agit essentiellement de l'administration⁵, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale. Ces secteurs tertiaires, qui répondent aux besoins d'une population croissante, regroupent à la fois des activités principalement non marchandes mais aussi quelques activités marchandes en fort développement (entreprises de soutien scolaire, formation des adultes, activités paramédicales, par exemple). En Guyane, l'immobilier et les transports appartiennent à ce groupe.

Un groupe dynamique en matière d'emploi, mais peu en termes de VA (cf. graphique 11, cadran en haut à gauche), est constitué du secteur du BTP aux Antilles et en Guyane, des transports et de l'hôtellerie-restauration en Martinique et à La Réunion. Le commerce, secteur très important en termes d'emploi, a fortement recruté en Guadeloupe et en Guyane.

Enfin, alors qu'ils ont longtemps été identifiés comme devant jouer un rôle important dans le développement des territoires, un groupe de secteurs peu dynamiques, tant en termes d'emploi que de VA (cf. graphique 11, cadran en bas à gauche) rassemble les secteurs de l'agriculture (quatre DOM), des IAA (Réunion et Martinique) et de l'hôtellerie-restauration (Guadeloupe et Guyane).

⁵ La VA des administrations est composée des salaires versés.

2. Un rattrapage partiel stoppé par la crise de 2008

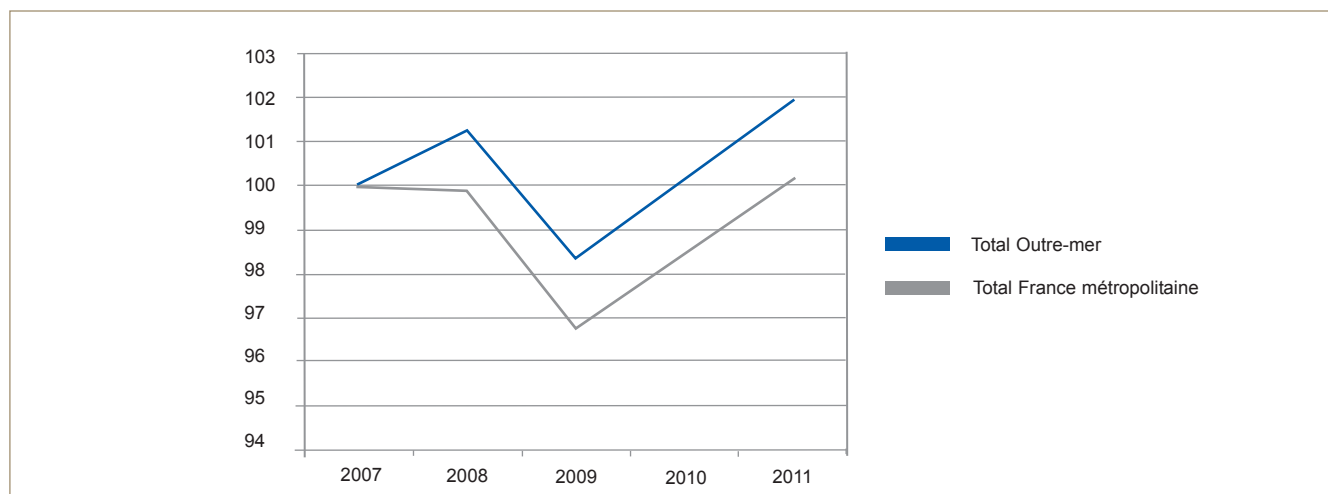
2.1. A court terme, l'Outre-mer moins affecté par la crise que la métropole

Les effets de la crise de 2008 ont eu des impacts similaires sur les trajectoires de croissance de la métropole et de l'Outre-mer, avec cependant des amplitudes légèrement différentes.

L'Outre-mer n'a pas échappé aux effets du ralentissement de l'économie mondiale en 2008. La récession survenue en métropole en 2009 a également concerné les départements et collectivité d'outre-mer (la Guyane et la Nouvelle-Calédonie dans une moindre mesure), et certains facteurs internes sont venus accentuer ce ralentissement (crises

sociales, baisse de la commande publique, arrêt des programmes de défiscalisation, etc.). On observe également un impact sur l'emploi plus vif en métropole, avec une très forte remontée du taux de chômage à partir du second trimestre 2008 (cf. graphique 13). Pour autant, le taux de chômage dans les DOM demeure très élevé : autour de 24 % de la population active en moyenne, contre 9,1 % en métropole (cf. graphique 14). Ces moyennes masquent en fait des évolutions différentes d'un DOM à l'autre en fonction de leur structure d'activité.

Graphique 12. Evolution du PIB à prix constants des Outre-mer et de la France (base 100 = 2007)



Sources : INSEE, ISPF, ISEE.

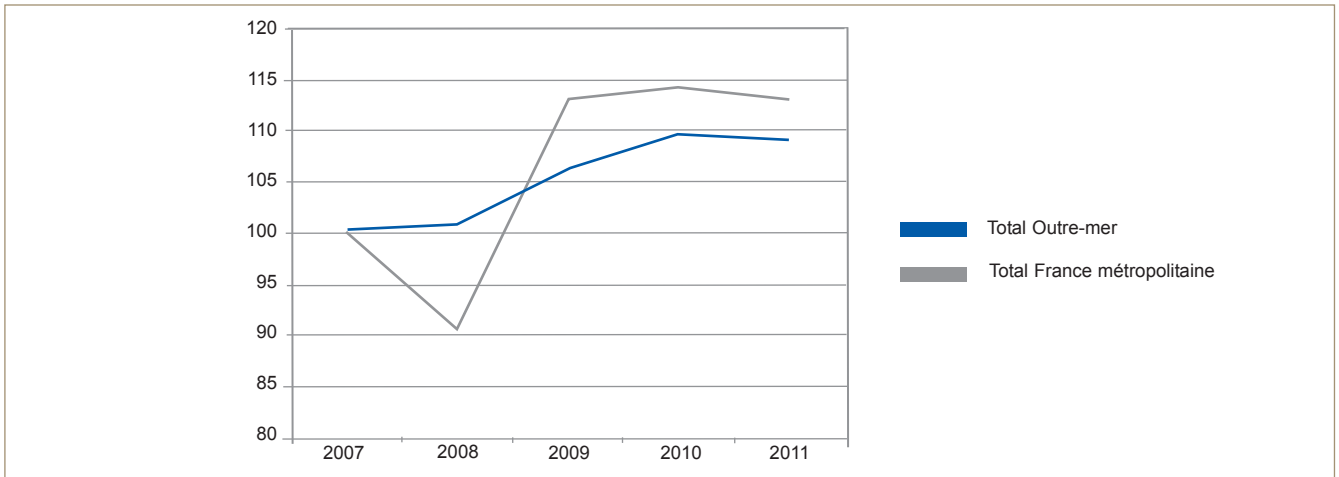
En 2010, le retour à la croissance pour ces deux ensembles a permis à l'Outre-mer de retrouver son niveau

d'activité d'avant la crise, à la différence de la métropole (cf. graphique 12).

Les estimations de croissance pour 2011, laissent présager un retour à des niveaux d'avant la crise pour la France métropolitaine, tandis que l'Outre-mer accuserait un léger ralentissement. En effet, les comptes rapides des DOM montrent des signes d'essoufflement des performances

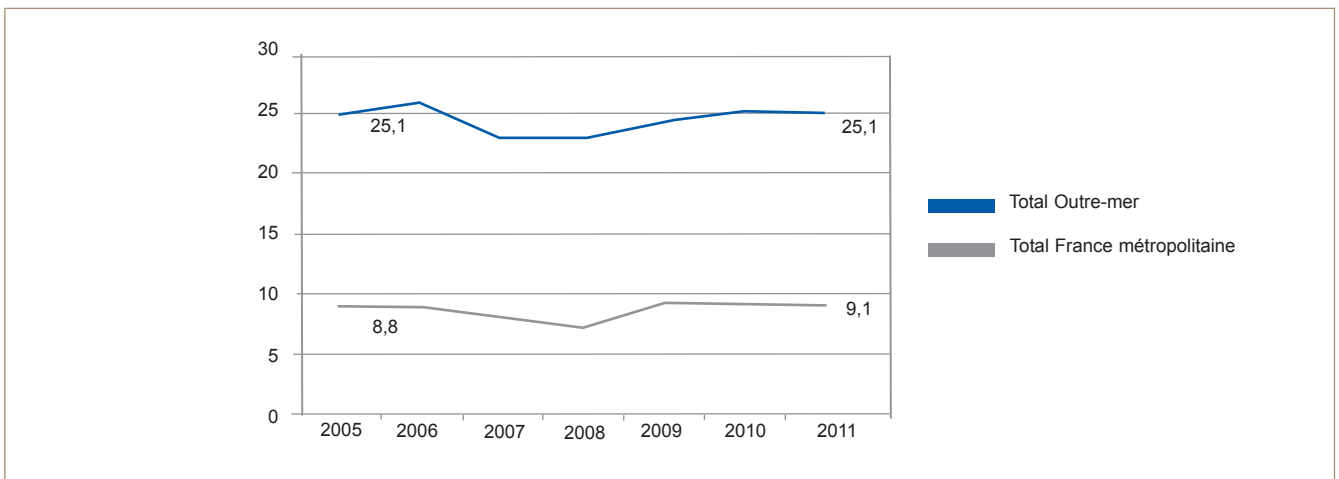
économiques en Outre-mer. La consommation des ménages, principal soutien de l'activité en 2010, semble marquer le pas en 2011 dans un contexte de dégradation continue du marché du travail.

Graphique 13. Evolution du taux de chômage (au sens du Bureau international du travail – BIT) des 15-64 ans dans les DOM (base 100=2007), en %



Source : INSEE : enquête emploi.

Graphique 14. Taux de chômage (au sens du BIT) des 15-64 ans dans les DOM, en %



Source : INSEE.

2.2. Des trajectoires de croissance de plus en plus différenciées

Alors qu'elles évoluaient à des rythmes relativement soutenus et réguliers au cours des décennies 1990 et au début des années 2000, les économies ultramarines

enregistrent des évolutions de plus en plus différenciées depuis la récession de 2009.

Tableau 2. Taux de croissance du PIB en volume et taux de chômage

	Taux de croissance du PIB en volume			Taux de chômage (2 ^e trimestre)	
	2009	2010	2011	2010	2011
La Réunion	-2,7	-0,2	1,2	28,9	29,5
Martinique	-6,7	4,6	1,0	21,9	21,2
Guyane	3,6	2,5	4,0	21,1	21,1
Guadeloupe	-4,8	2,7	1,3	22,4	24,1
Nouvelle-Calédonie	2,4	3,7(e)*	4(e)*	nd	13,8 (2009)
Polynésie française	nd	nd	nd	nd	11,7 (2007)
France métropolitaine	-2,9	1,5	1,7	9,3	9,1

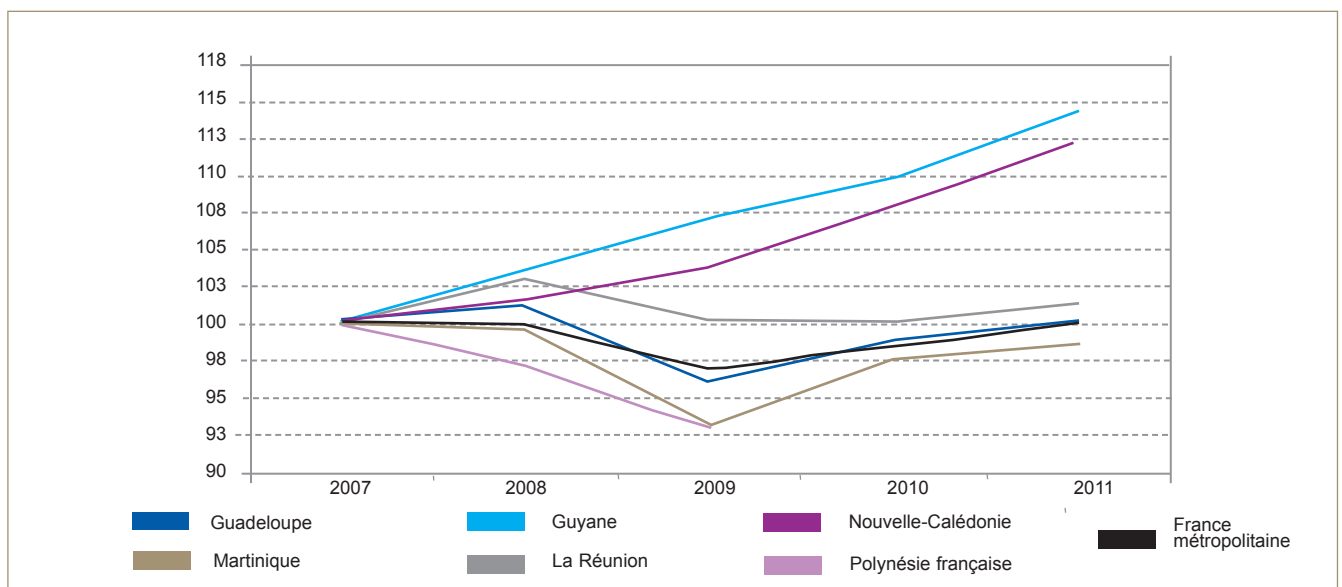
Note : dans les COM le chômage est estimé à partir du recensement de la population. Dans les DOM, il est calculé à partir des données de l'enquête emploi et selon la définition du BIT.
* (e) : estimation

Sources : INSEE, ISEE, ISPF, CEROM.

La crise de 2008 a stoppé la croissance dans la plupart des territoires, à l'exception notable de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie. Les autres territoires ont, en 2010, un

niveau de PIB inférieur ou égal à celui de 2007. La Polynésie française et la Martinique ont été les plus fortement touchées, dès 2008.

Graphique 15. Évolution en valeur réelle du PIB par habitant en volume (2007-2011)



Sources : INSEE, comptabilité nationale (France), comptes économiques rapides (CEROM) données provisoires ; ISEE (Nouvelle-Calédonie) ; estimation Polynésie.

La Martinique⁶ est le DOM le plus touché par la crise. Après la chute spectaculaire du PIB en 2009, estimée à 6,7 %, la croissance rapide de 2010 (+4,6 %) et celle plus modérée de 2011 (+1 %) ne permettent pas de rattraper le niveau de 2007, en euros constants. En 2011, le PIB reste inférieur de 2 % à celui de 2007.

La croissance soutenue de la consommation des ménages en 2010 s'essouffle en 2011, freinée par une nette hausse des prix.

Après avoir chuté de près de 23 % en 2009, l'investissement continue de croître de 5 % en 2010 et 2011. Du fait du ralentissement de la consommation des ménages, il devient le principal moteur de la timide croissance de 2011. La croissance de l'investissement de ces deux dernières années est inférieure de moitié aux taux observés entre 2002 et 2007. En 2011, cette progression provient de la mise en chantier de la nouvelle centrale EDF de Bellefontaine, du maintien de la commande publique et du renouvellement des biens d'équipement des entreprises. Le logement (investissement des ménages) est fortement touché par la crise. Après la forte progression des autorisations de construire en 2010, ces dernières diminuent de 23 % en 2011.

En 2011, la balance commerciale se détériore. Les importations progressent de 10,3 % en valeur, tirées par la forte hausse des prix des hydrocarbures. Les exportations sont en repli de 8,7 % en valeur, du fait de la baisse des exportations en carburant raffiné et des produits agricoles.

La reprise de l'activité touristique en 2010 et 2011 a été particulièrement notable dans les Antilles françaises, avec une forte hausse des dépenses des touristes (+5,8 % en 2011 en Martinique). Pour autant, l'activité hôtelière en Martinique reste faible, avec un taux d'occupation des hôtels de 53 % en 2009, en dépit d'une fréquentation touristique supérieure en 2011 à celles des trois dernières années (400 000 passagers à l'aéroport Aimé Césaire).

En Guadeloupe⁷, la nette amélioration de l'activité (+2,7 % en 2010 après -4,8 % en 2009) montre des signes d'essoufflement en 2011 (+1,3 %).

Dans un contexte de tensions persistantes sur le marché du travail, la consommation des ménages ralentit. En 2011, elle augmente de 0,9 % à prix constants mais ne retrouve pas le niveau des années d'avant crise (+ 2,8 % en moyenne par an entre 2002 et 2007). Cette augmentation s'explique par une hausse des revenus salariaux supérieure à celle des prix des biens de consommation. La consommation finale des administrations progresse de 1 %.

L'investissement, moteur de la croissance en 2010, s'essouffle en 2011. L'investissement par les ménages dans le domaine du logement diminue de 12 %. Les entreprises, affectées par des situations financières plus tendues (allongement des délais de paiement, détérioration de leur trésorerie⁸) limitent leur investissement au renouvellement de leurs biens d'équipement, à l'instar des entreprises martiniquaises.

Les exportations progressent en 2011 avec notamment une meilleure campagne bananière.

Le regain d'activité touristique amorcé en 2010 se poursuit en 2011. La dépense totale des touristes augmente de 5,9 % en euros constants. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie est supérieur de 8 % à celui de 2010. Les touristes se sont orientés davantage vers la grande hôtellerie, au détriment des petites et moyennes structures.

Globalement, le déficit commercial se stabilise, la croissance des exportations compense la croissance modérée des importations.

⁶ Extrait de la note CEROM n° 20, septembre 2012, « Les comptes économiques de la Martinique en 2011 ».

⁷ Extrait de la note CEROM n° 19, septembre 2012, « Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2011 ».

⁸ Les incidents de paiement sur effets des personnes morales sont en forte hausse (+19,4 % sur un an).

La Guyane⁹, qui reste préservée de la récession (+3,6 % en 2009, +2,5 % en 2010 et +4 % en 2011), enregistre une activité soutenue sur la période, portée par une demande intérieure dynamique (démographie, rattrapage du revenu par habitant) et des performances satisfaisantes à l'exportation. Pour autant, le marché de l'emploi continue de se dégrader avec une hausse de 5 % des demandeurs d'emploi de catégorie A en 2011.

La hausse des prix ne freine pas la consommation des ménages. Cette dernière augmente de 3,4 % à prix constants en 2011. Même si elle ne contribue à la croissance que pour 1,7 point, elle progresse à un rythme plus élevé qu'en France hexagonale et que dans les autres DOM. Elle résulte d'une augmentation de la population active occupée et non du salaire moyen mensuel.

Contrairement à la Martinique et à la Guadeloupe, la consommation finale des administrations s'est accélérée en 2011 et contribue à la croissance pour un point.

L'investissement connaît une progression remarquable en 2011 (+21 % en euros constants). Il contribue à 5,1 points de croissance et s'affirme comme le moteur de la croissance guyanaise.

Sa progression a été dopée par le financement de grands travaux d'infrastructures, la bonne santé du secteur immobilier et la hausse des dépenses en biens d'équipements des entreprises. L'activité spatiale a connu une année exceptionnelle marquée par le premier lancement de Soyouz (vol inaugural en octobre 2011) ; hors spatial, l'investissement est resté également soutenu. Les exportations hors activité spatiale continuent leur progression mais à un rythme plus lent. Elles sont portées par les exportations d'or (dont le cours s'est envolé) et des exportations de produits de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture. En 2011, les dépenses des touristes progressent de 1,6 %.

La Réunion¹⁰ ne parvient pas à décoller. Après une baisse du PIB en 2009 (-2,7 %), suivie d'une stagnation en 2010, la faible croissance de 2011 (+1,2 %) ne permet pas de rattraper le niveau de 2008.

La consommation des ménages en euros constants ne joue pas un rôle moteur dans la croissance (+1,2 % en 2011, après 1,6 % en 2010 et 4,2 % en moyenne au cours des dix dernières années). La hausse de la masse salariale provenant à la fois de l'augmentation de l'emploi marchand et des revalorisations du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) n'a pas permis de relancer la croissance du fait d'une inflation plus élevée qu'en 2010.

La reprise de l'investissement (+4,6 % en volume) est l'élément marquant de 2011, après deux années de forte baisse. Sur une croissance de 1,2 % en 2011, l'investissement contribue à hauteur de 0,9 point, ce qui en fait le ressort le plus important.

Cette hausse de l'investissement provient des entreprises, comme en témoigne la forte croissance des importations de biens d'équipement, de la commande publique et de la production de logements. La livraison de logements a augmenté de 2,4 % suite à une forte hausse du logement social.

Comme dans les autres DOM, les dépenses touristiques sont en hausse. Le nombre de touristes a augmenté de 12 % en 2011. Les dépenses des touristes non résidents ont augmenté de 16 %. Elles contribuent pour 0,3 point à l'augmentation du PIB.

Si les exportations en euros constants stagnent, les importations ont fortement augmenté suite à la hausse des prix des carburants.

⁹ Extrait de la note CEROM n° 21, septembre 2012, « Les comptes économiques de la Guyane en 2011 ».

¹⁰ Extrait de la note CEROM n° 12, juin 2012, « Les comptes économiques de La Réunion en 2011 ».

La Nouvelle-Calédonie continue de se distinguer par son dynamisme économique propre. Les premières estimations sur 2011 prévoient une croissance du PIB calédonien de l'ordre de 4 % en volume (contre 1,7 % au niveau national). Le marché du travail s'améliore de nouveau sur l'année, en lien avec le dynamisme du tourisme et des secteurs du nickel (bonne tenue des cours¹¹, et redémarrage en 2010 de l'activité de l'usine australienne de Yabulu, premier client en minerai de nickel de la Nouvelle-Calédonie). Cependant, 2011 s'inscrit à la fin d'un cycle d'investissements importants, avec la fin des Jeux du Pacifique et l'entrée en production attendue de la nouvelle usine métallurgique du Sud en 2012 et de celle du Nord en 2013. Sur le marché immobilier neuf, la baisse des demandes de permis de construire sur la période annonce une baisse de l'activité pour les deux années à venir.

En Polynésie française, en l'absence de chiffres officiels, les indicateurs disponibles laissent présager une contraction du PIB en valeur sur trois années consécutives (2008-2011). Cette récession semblerait moins prononcée en 2010. L'absence de plan de relance et le manque de grands projets continuent de pénaliser l'investissement. L'initiative mise en place par le gouvernement local en septembre 2010 visant à soutenir l'investissement en logement des ménages, *via* des bonifications de taux d'intérêt, est restée insuffisante pour atténuer la forte dégradation de l'activité dans le BTP. Le pays enregistre un nombre record de demandeurs d'emploi tandis qu'environ 2 000 emplois sont supprimés par an sur la période 2008-2011. Le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'est aggravé fin 2011 (il atteint -38,4 milliards de francs CFP en septembre 2011, contre -36,5 milliards en septembre 2010).

¹¹ Le cours moyen du nickel au London Market Exchange (LME) était de 9,89 \$/lb en 2010, et de 10,37 \$/lb en 2011. En décembre 2011, le cours s'est déprécié et atteignait 8,08 \$/lb.

3. Une croissance sans réduction de la pauvreté ni des inégalités

3.1. La répartition de la richesse

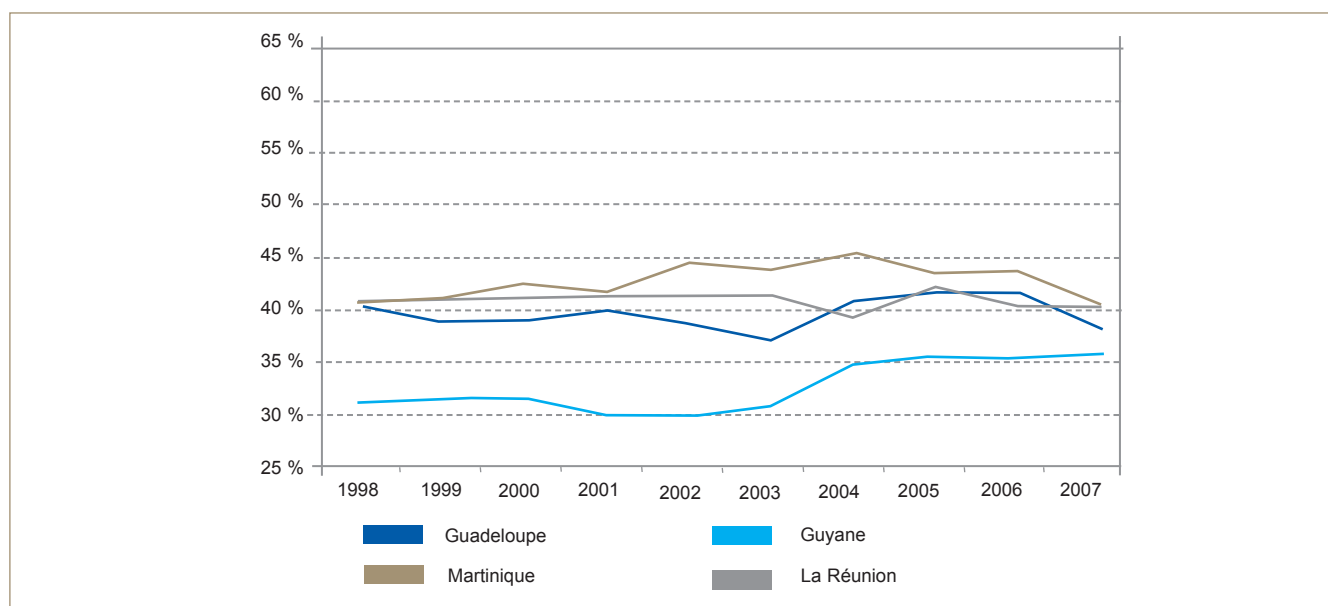
Les lois spécifiques à l'Outre-mer (Loi d'orientation pour l'Outre-mer – LOOM, Loi de programme pour l'Outre-mer – LOPOM, LODEOM) ont favorisé le dynamisme de l'investissement. Outre les mesures de défiscalisation, les mesures d'exonération de charge sur les salaires (part patronale), la réduction de taxes et impôts sur les produits, et l'augmentation des subventions ont créé les conditions d'un partage de la VA favorable au développement des entreprises, notamment à La Réunion.

Au niveau des entreprises, la VA se partage entre quatre types de revenus : les salaires bruts, l'excédent brut

d'exploitation (EBE) des sociétés non financières et les revenus mixtes des entrepreneurs individuels, les cotisations patronales sur les salaires et les impôts et taxes sur produit net de subventions. Le taux de marge des entreprises (EBE/VA) sert à rémunérer l'entrepreneur et à investir.

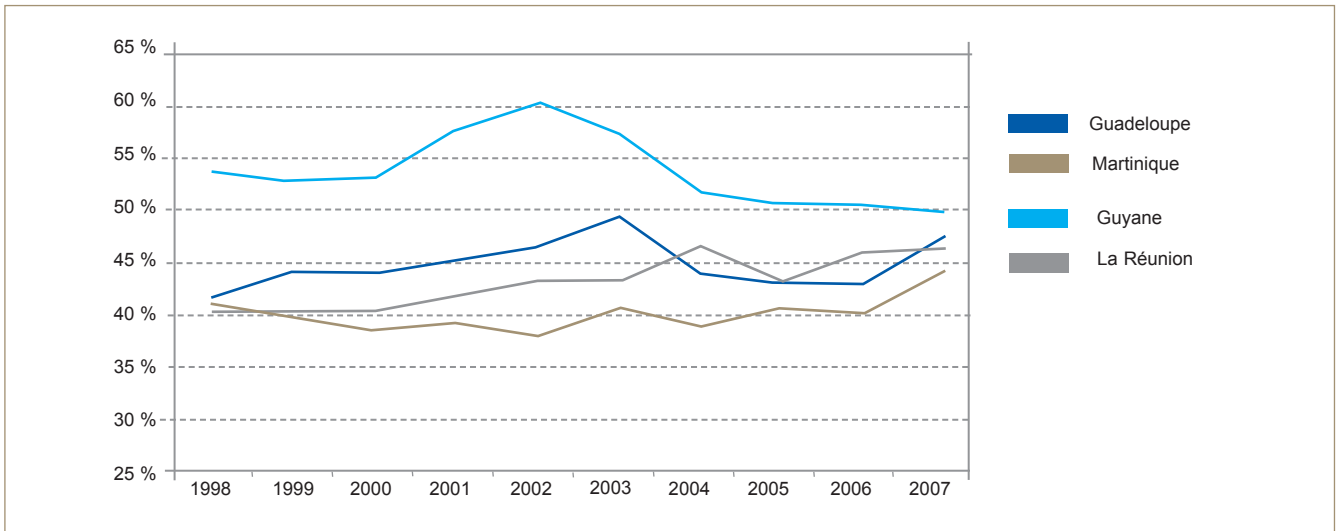
La masse salariale a augmenté parallèlement à la croissance de la VA, signe de création d'emplois et de hausse des salaires.

Graphique 16. Evolution de la part des salaires dans la VA des DOM



Source : INSEE, comptes régionaux DOM.

Graphique 17. Evolution du taux de marge EBE/VA dans les DOM

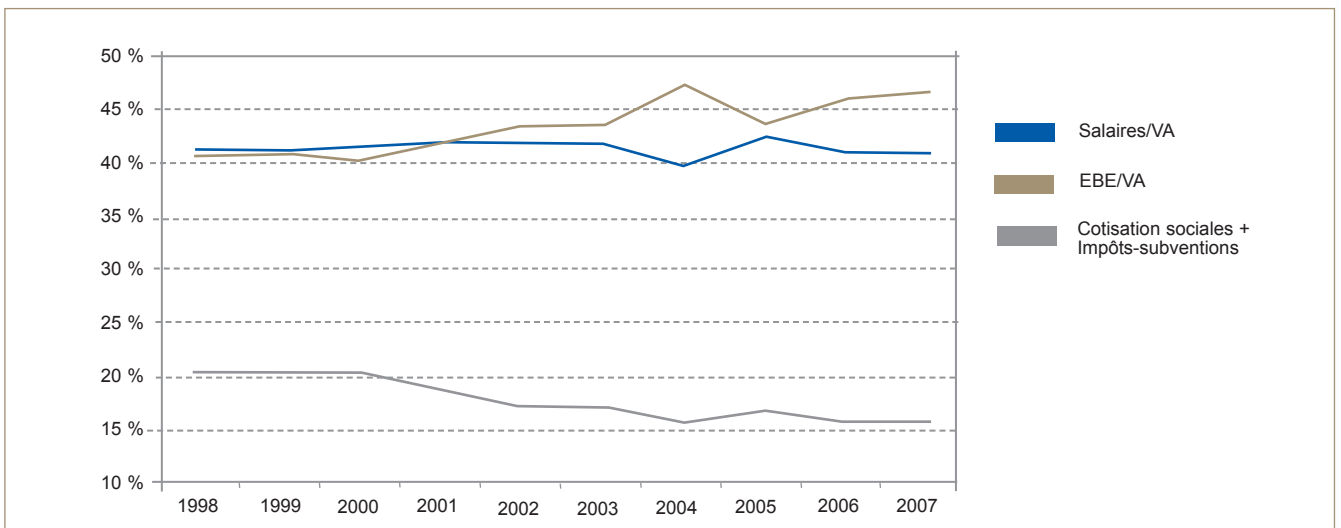


Source : INSEE, comptes régionaux DOM.

A La Réunion, l'amélioration du taux de marge des sociétés non financières (EBE/VA) s'est faite sans baisse de la part des salaires (cf. graphique 18). La baisse des cotisations sociales dans le cadre des lois spécifiques au développement de l'Outre-mer a permis d'augmenter l'EBE créant des conditions favorables à l'investissement.

Dans les autres DOM, les évolutions du partage de la VA sont moins marquées. En Guyane, la part des salaires, qui était très basse par rapport aux autres DOM en 1998, augmente rapidement en 2004, puis stagne autour de 35 %. En Martinique, elle augmente de 5 points entre 1998 et 2004, puis baisse régulièrement pour retrouver en 2007 le niveau de 1998. En Guadeloupe, elle fluctue autour de 40 % de la VA.

Graphique 18. La Réunion : partage de la VA



Source : INSEE, comptes régionaux DOM.

3.2. La création de richesse n'a pas permis de réduire les inégalités monétaires

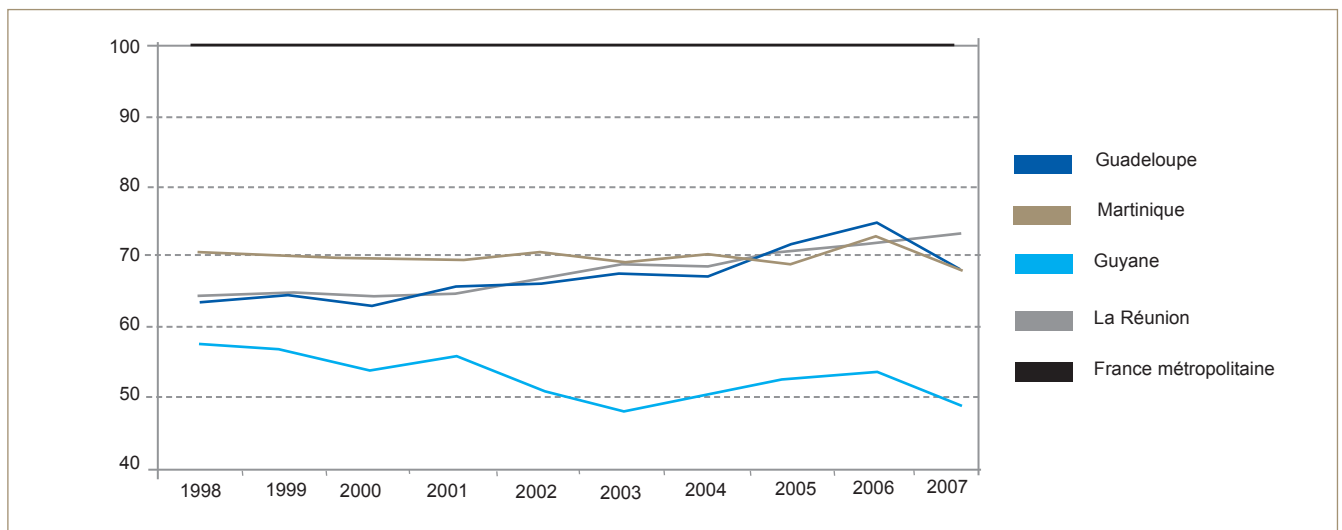
Cette répartition de la richesse globale au sein des entreprises ne s'est pas traduite par une réduction des inégalités de revenu des ménages compte tenu de l'augmentation rapide du nombre de ménages et des hauts revenus.

Le revenu disponible brut des ménages¹² des habitants des DOM a progressé plus vite qu'en métropole, excepté en Guyane, compte tenu de la forte croissance démographique. En euros constants, il a augmenté sur la période 1998-2007, en moyenne annuelle, de 3,2 % à La

Réunion, de 2,5 % en Guadeloupe, 1,2 % en Martinique, contre 1,5 % au niveau national.

L'effet de la redistribution est plus fort à La Réunion que dans les autres DOM. Comparé au PIB par habitant, il réduit l'écart de revenu par rapport à la métropole de 14 points pour La Réunion, 6 points pour la Guadeloupe et 3 points pour la Guyane. En Martinique, l'effet de la redistribution est moindre. Le revenu disponible brut (RDB) par habitant évolue dans la même proportion que celui de la métropole.

Graphique 19. Evolution du revenu disponible brut par habitant en pourcentage du niveau de la France métropolitaine



Source : INSEE, comptes nationaux, comptes régionaux DOM.

La pauvreté monétaire relative est bien plus forte outre-mer qu'en métropole et a continué de progresser malgré la croissance de la VA et de l'emploi.

La répartition des richesses en Outre-mer est plus inégalitaire et comprend en proportion davantage de pauvres qu'en métropole. Ainsi, à La Réunion, en

Guadeloupe et en Guyane, un habitant sur deux vit sous le seuil de pauvreté métropolitain (seuil défini comme égal à 60 % du revenu médian métropolitain). A la Martinique, la proportion est moindre avec 38 %, contre 15 % en métropole¹³. Le revenu médian des DOM est lui aussi plus bas qu'en métropole.

¹² Il additionne les revenus d'activités perçus (salaires et revenus non salariaux) par les ménages, les prestations sociales qui leur sont versées et le solde des revenus du patrimoine. Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés.

¹³ Données de l'enquête Budget des familles de 2006, menée en France et dans les DOM.

Tableau 3. Taux de pauvreté monétaire (au seuil métropolitain de 2006) et taux de bas revenus (calculés localement)

Taux de bas revenus (% des ménages dont le niveau de vie par UC* est inférieur à 60 % du revenu médian y.c. loyers fictifs)				Taux de pauvreté (% des ménages dont le niveau de vie par UC est inférieur à 60 % du revenu médian hors loyers fictifs)	
Guadeloupe	Martinique	Guyane	France métropolitaine	La Réunion	France métropolitaine
45,8	37,6	49,7	13,2	52	13,1

* UC = unité de consommation.

Source : INSEE, enquête Budget des familles - les inégalités aux Antilles Guyane, juillet 2009, Economie de La Réunion, n° 134.

Note de lecture : en 2006, 52 % des ménages réunionnais vivaient sous le seuil national de pauvreté calculé à 768 euros. Ce taux était de 13,1 % en métropole à la même date. A la différence du taux de pauvreté, le taux de bas revenu intègre les loyers fictifs (loyer que paierait le propriétaire d'un logement).

Pour comparer le niveau de vie entre individus vivant dans des ménages de composition différente, on ne peut observer uniquement les ressources totales du ménage, car cela ne tiendrait pas compte de sa taille. De même, diviser ce revenu par le nombre de personnes de ce ménage ne tiendrait pas compte de l'impact différent d'un enfant, d'un adolescent ou d'une personne adulte dans le budget du ménage, ni des économies d'échelle réalisées au sein d'un même ménage (au travers du partage de pièces communes, par exemple, ou d'équipements divers). C'est pourquoi l'INSEE utilise une échelle d'équivalence qui permet de comparer le niveau de vie d'individus vivant dans des ménages de composition différente.

La variable utilisée pour ces comparaisons de revenu est le niveau de vie, c'est-à-dire l'ensemble des ressources du ménage par unité de consommation (UC). Les ressources du ménage prennent en compte l'ensemble des revenus de ses membres après redistribution, c'est-à-dire après prise en compte des prestations sociales et paiement des impôts directs. Les UC sont calculées de façon à tenir compte des économies d'échelle liées à la vie en commun. On compte 1 UC pour le premier adulte du ménage puis 0,5 UC pour les autres personnes âgées de 14 ans ou plus, et enfin 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

On observe ainsi que les inégalités de niveau de vie se sont accrues en Outre-mer sur la période 1998-2007.

Pour une distribution de salaires, le premier décile (noté D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires ; le neuvième décile (noté DP) est le salaire au-dessous duquel se situent 90 % des salaires. La mesure des inégalités de revenus entre les plus riches et les plus pauvres peut être appréhendée par le rapport inter-décile. Celui-ci mesure le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % des ménages les plus riches (D9) sur le revenu plafond des 10 % des ménages les plus pauvres (D1).

En métropole, en 2006, l'écart entre les 10 % des ménages les plus aisés, et les 10 % les plus pauvres était de 1 à 3,6. Ce rapport était de 1 à 6 dans les DOM, et près de 1 à 8 en Nouvelle-Calédonie.

L'indice de Gini, qui mesure le degré d'inégalité de la distribution des niveaux de vie pour une population donnée¹⁴, confirme le fort écart entre l'Outre-mer et la métropole en termes de répartition interne des niveaux de vie. L'indice de Gini est de 0,29 en France métropolitaine, 0,38 dans les DOM, 0,41 en Polynésie française et 0,43 en Nouvelle-Calédonie. La répartition plus inégalitaire des niveaux de vie dans les COM du Pacifique peut s'expliquer par des mécanismes de transferts sociaux du haut vers le bas moins importants, en l'absence d'impôt sur le revenu en Polynésie française, par exemple. Elle peut s'expliquer aussi par des différentiels importants de niveaux de qualification et de patrimoine au sein des populations ultramarines.

¹⁴ Il varie entre 0 et 1, la valeur 0 correspondant à l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu), la valeur 1 à l'inégalité extrême (une personne détient tout le revenu et les autres n'ont rien).

Tableau 4 a. Les indicateurs d'inégalité en Outre-mer et en métropole

	Ensemble DOM	Ensemble DOM	Polynésie française	Nouvelle-Calédonie	France métropolitaine
Année	2001	2006	2009	2008	2009
Rapport inter-décile D9/D1	5,1	5,8	6,1	7,9	3,4
Indice de Gini	0,36	0,38	0,41	0,43	0,29

Sources : INSEE, ISEE, ISPF-RIF.

Tableau 4 b. Evolution des seuils de pauvreté monétaire relatifs

Année	Taux de bas revenus		Taux de pauvreté	
	2001	2006	2001	2006
Guadeloupe	13,5 %	17,8 %		
Martinique	15,1 %	19,8 %		
Guyane	25,0 %	26,5 %		
La Réunion			14,0 %	17,0 %
Polynésie française	17,7 %	19,7 %		
Nouvelle-Calédonie		17,0 %		

Note : Dans les DOM, les taux sont calculés au seuil de 60 % du revenu médian. Dans les COM, les taux sont calculés au seuil de 50 % du revenu médian

Sources : INSEE, ISEE, ISPF-RIF.

Note de lecture : en Guadeloupe, 17,8 % de la population dispose d'un revenu par UC inférieur à 60 % du revenu médian.

Au cours de la période étudiée, les inégalités se sont accrues. Entre 2001 et 2006, la pauvreté s'est aggravée de 3 points en moyenne dans les DOM et de 2 points en

Polynésie Française. Dans les DOM, l'indice de Gini a augmenté de 0,36 à 0,38 sur cette période.

L'embellie économique de la période étudiée a donc davantage profité aux ménages à hauts revenus qu'aux ménages à bas revenus.

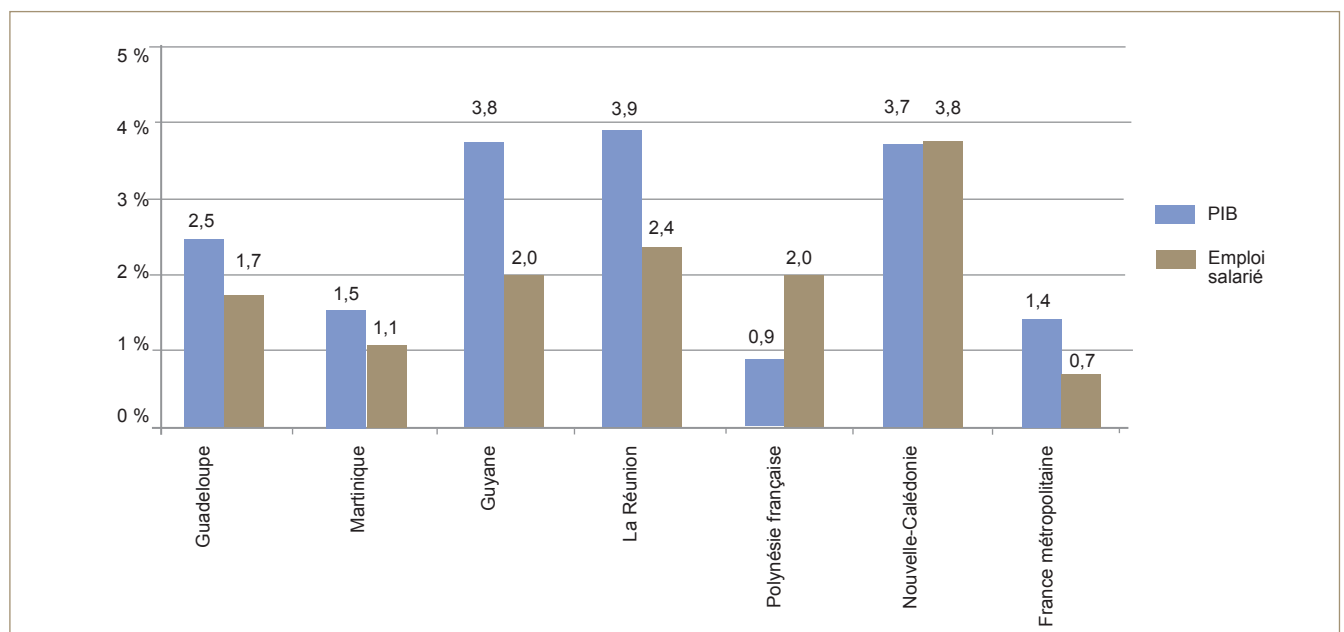
4. Evolution de l'emploi en Outre-mer

4.1. Une forte croissance de l'emploi stoppée par la crise de 2008

L'emploi en Outre-mer a crû plus fortement qu'en France métropolitaine. La croissance annuelle de l'emploi salarié s'élève à 1,9 % par an dans l'ensemble des DOM sur la décennie 1999-2009. Pour l'analyse, il est préférable de différencier les deux périodes 1999-2007, période avant crise, et 2007-2009, période marquée par la crise. Sur la première période, juste avant les premières manifestations de la crise, la croissance moyenne annuelle de l'emploi salarié dans l'ensemble des DOM était de 2,4 %, soit le double de celle de la métropole. Les écarts sont néanmoins très importants selon les territoires ultramarins.

La Nouvelle-Calédonie a profité d'une création nette de +3,8 % d'emplois en moyenne par an sur la décennie, concomitamment aux investissements dans les grands projets miniers et à la forte croissance économique. La Réunion a bénéficié de la plus forte croissance de l'emploi des DOM (+3,3 % en moyenne par an), suivie de près par la Polynésie française et la Guyane (+2,5 %). La progression de l'emploi a été plus faible en Martinique et en Guadeloupe (+1,6 % et +1,4 % par an). En Polynésie française, la croissance de l'emploi a été très forte jusqu'en 2006 (+3,1 % entre 1998 et 2006) mais, depuis le début de l'année 2007, l'emploi y diminue de 2,2 % par an.

Graphique 20. Evolution du PIB et de l'emploi salarié outre-mer (1999-2009)



Note : Champ : emploi salarié marchand et non marchand en nombre de personnes.

Sources : INSEE : Estimations d'emploi ESTEL, ISEE, ISPF. Pour la Nouvelle-Calédonie la période étudiée est 2002-2008.

Tableau 5. Taux de croissance annuel moyen du PIB et de l'emploi salarié sur la période 1999-2009

	1999-2009		1999-2007		2007-2009	
	PIB	Emploi salarié	PIB	Emploi salarié	PIB	Emploi salarié
Guadeloupe	2,5	1,7	3,6	1,6	-1,9	2,2
Martinique	1,5	1,1	2,8	1,6	-3,4	-1,0
Guyane	3,8	2,0	3,8	2,5	3,5	0,1
La Réunion	3,9	2,4	4,8	3,3	0,2	-1,2
Polynésie française	0,9	2,0	2,1	3,1	-3,7	-2,2
Nouvelle-Calédonie*	3,7	3,8	3,6	3,9	1,9	3,5
France métropolitaine	1,4	0,7	2,1	1,1	-1,2	-0,8

* : Nouvelle-Calédonie : période 2002-2009 au lieu de 1999-2009, et 2002-2007 au lieu de 1999-2007.

Sources : INSEE : Estimations d'emploi ESTEL, ISEE, ISPF.

La crise économique a stoppé net cette évolution de l'emploi dans la plupart des départements ou collectivités. La Polynésie française, la Réunion et la Martinique ont vu leurs effectifs salariés diminuer dès 2007. Ceux de la Guyane varient fortement selon les années, en fonction des activités aérospatiales. Si l'emploi guyanais a stagné entre 2007 et 2009, il a augmenté de plus de 3 % en 2010.

La Nouvelle-Calédonie échappe à la crise. Sur les trois dernières années, l'emploi continue de progresser pratiquement au même rythme que sur la période précédente.

Les activités principalement non marchandes ont une place importante dans l'emploi des économies domiennes, surtout en Guyane où elles regroupent plus d'un emploi sur deux. Dans ce département, la part de l'emploi public reste constante jusqu'en 2006, tandis qu'elle diminue dans les trois autres DOM étudiés. A la fin des années 1990, la part de l'emploi non marchand variait fortement selon le territoire considéré, entre 39 % (Polynésie française) et 48 % (La Réunion). Cet écart s'est réduit rapidement, pour converger en 2008 autour de 40 % de l'emploi salarié, soit 8 points de pourcentage de plus qu'en métropole. La baisse a été particulièrement forte à La Réunion (-8 points entre 1998 et 2008). Cette baisse est due uniquement à une progression plus lente des effectifs

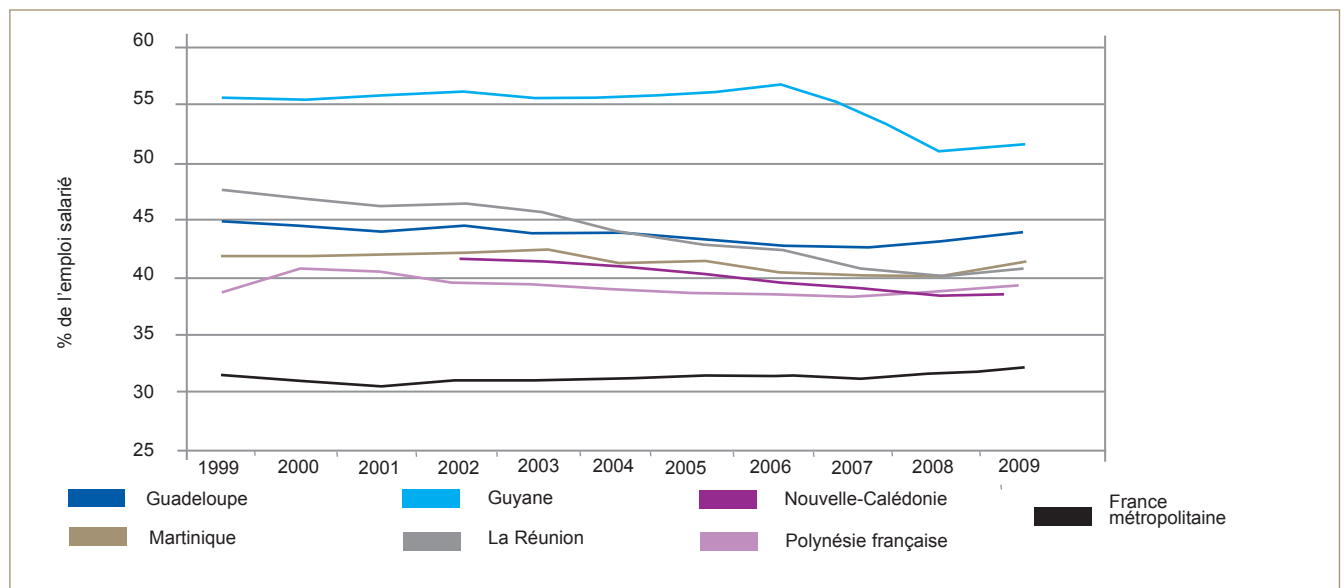
salariés du secteur public, comparée à celle des secteurs marchands.

La part relativement importante de l'emploi public en Outre-mer n'est pas le résultat d'une hypertrophie du secteur administratif, qui aurait pour but d'occuper une population sans emploi. L'emploi public constitue essentiellement des emplois présentiels¹⁵. Outre les emplois du secteur public, l'emploi public regroupe également les emplois aidés non marchands dont l'objectif est d'éviter l'exclusion de populations en difficultés.

Le nombre d'emplois des secteurs principalement non marchands ramené à la population locale n'est pas supérieur à celui constaté en métropole : ce nombre est à La Réunion de 11 emplois non marchands pour 100 habitants, pratiquement identique à celui de la France métropolitaine. Il est plus faible en Guyane (10 emplois pour 100 habitants) et plus élevé en Martinique (12 emplois pour 100 habitants). Il est la résultante d'un taux d'emploi plus faible dans les territoires ultramarins qu'en métropole, et d'un secteur marchand en proportion moins important en Outre-mer qu'en métropole.

¹⁵ Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes (santé et action sociale, éducation-formation, administration publique, distribution et services de proximité, par exemple).

Graphique 21. Emploi salarié : évolution de la part des secteurs principalement non marchands



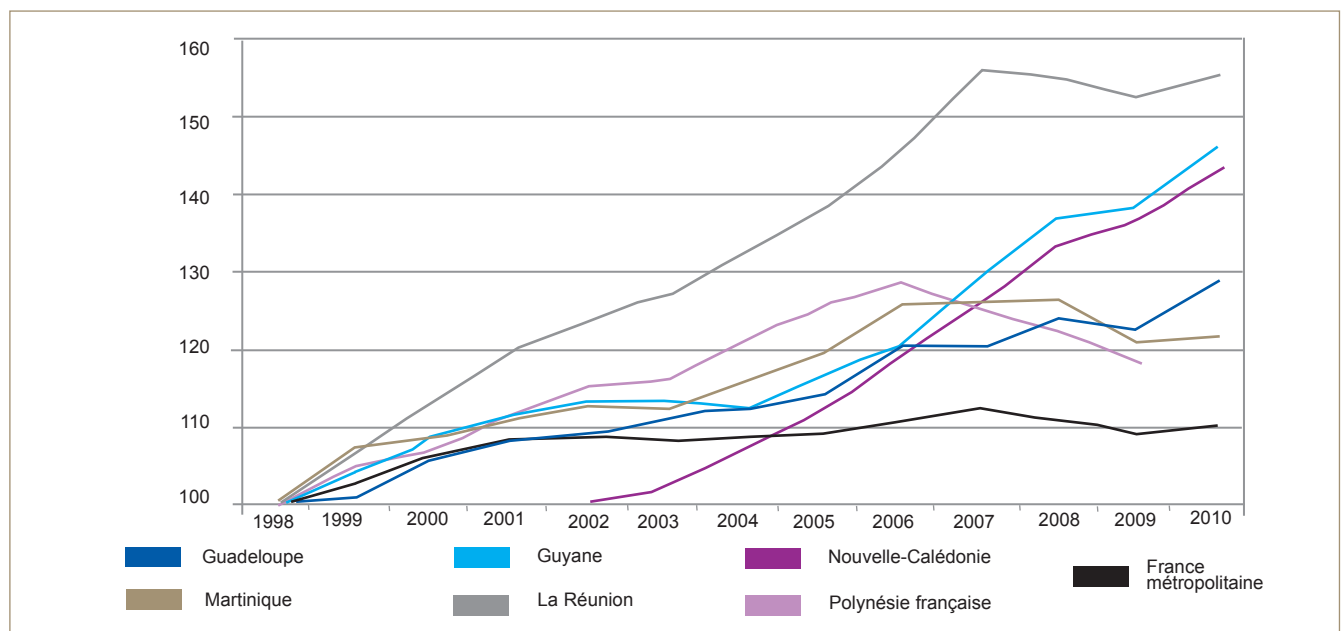
Note : Activité principalement non marchande : administration publique, enseignement, activités pour la santé humaine, hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement.

Sources : estimations d'emploi ESTEL, ISEE, ISPF.

L'augmentation de l'emploi sur la décennie provient essentiellement des secteurs marchands, ce qui traduit le dynamisme de ces économies. La Réunion et la Nouvelle-Calédonie ont connu des taux de croissance annuels moyens de l'ordre de 4,5 % pour

l'emploi salarié des secteurs marchands. Les autres DOM et la Polynésie française ont connu une croissance plus modérée de l'emploi marchand sur l'ensemble de la période.

Graphique 22. Evolution de l'emploi salarié marchand en Outre-mer (base 100 en 1998)



Sources : ESTEL, ISEE, ISPF.

Tableau 6. Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi salarié marchand (en %)

	2009/1999	2007/1999	2009/2007
Guadeloupe	1,9	2,2	1,0
Martinique	1,2	2,0	-1,9
Guyane	2,9	2,8	3,4
La Réunion	3,6	4,9	-1,1
France métropolitaine	0,6	1,1	-1,4
Polynésie française	1,2	2,2	-2,5
Nouvelle-Calédonie*	4,5	4,6	4,0

Nouvelle-Calédonie : la série disponible commence en 2002. Pour la première colonne, la période observée est 2002 à 2010 pour ce territoire afin de disposer d'une série longue, la deuxième colonne porte sur la période 2002-20006.*

Sources : INSEE pour les DOM, série ESTEL de mars 2012, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie, et ISPF pour la Polynésie française.

Les Outre-mer, hormis la Nouvelle-Calédonie, ont marqué le pas en termes de croissance de l'emploi salarié marchand à partir de 2007. La Polynésie française a connu une croissance de l'emploi salarié plus rapide que la moyenne des trois DOM d'Amérique pour la période 1999-2006, mais a très fortement subi la crise économique. Depuis début 2007, on y assiste à une destruction nette d'emplois salariés (-2,5 % par an entre 2007 et 2011).

Les graphiques 23 et 24 s'intéressent aux évolutions sectorielles de l'emploi ultramarin. Dans tous les départements et collectivités étudiés, les effectifs salariés du secteur primaire diminuent, sauf à La Réunion où la baisse rapide du nombre d'exploitants agricoles n'est compensée qu'en partie par une très légère hausse des effectifs salariés agricoles.

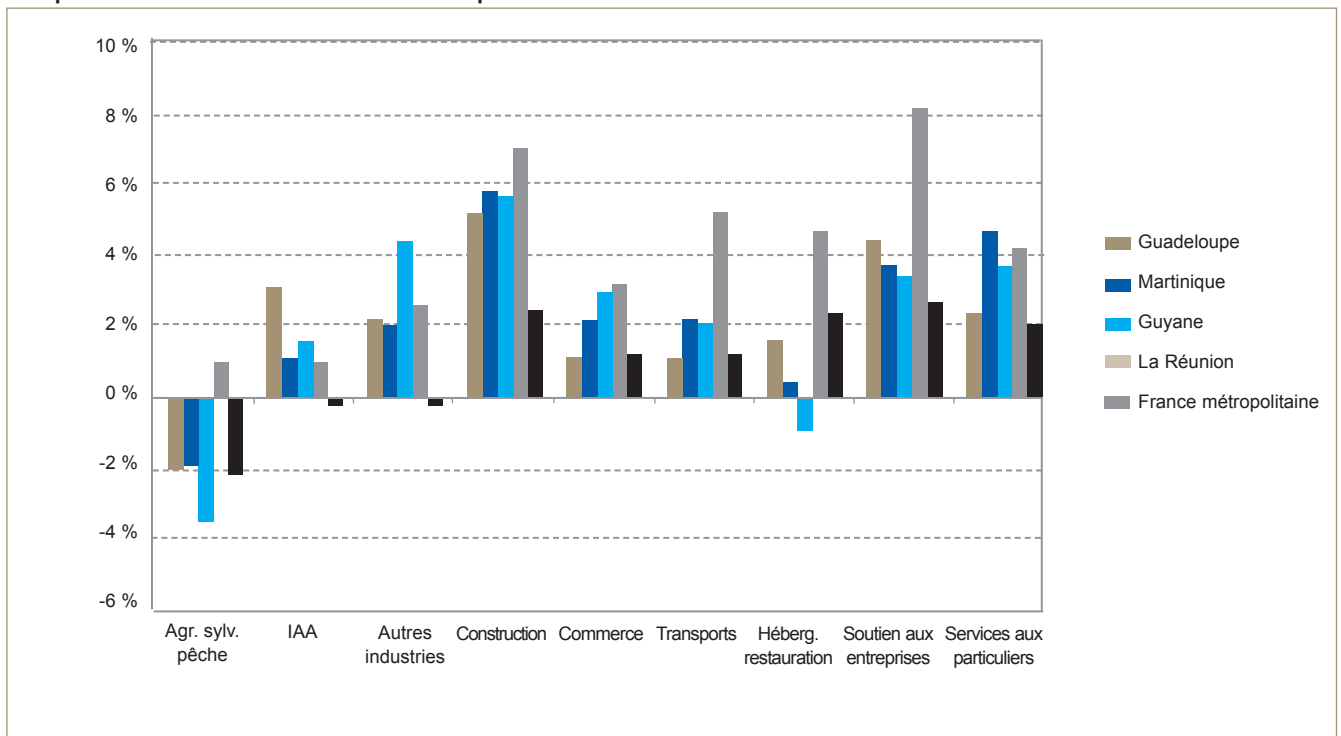
Les secteurs de l'industrie et des transports connaissent des évolutions différentes, selon les géographies. Comme nous l'avons vu, certains secteurs industriels ont connu une croissance forte de l'emploi, tandis qu'ils stagnent en métropole.

La croissance des effectifs des transports a été supérieure, de l'ordre de 4 % par an en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à La Réunion, mais seulement de 1 % en Guadeloupe.

Dans presque tous les départements et collectivités étudiés, trois secteurs ont connu une croissance très forte :

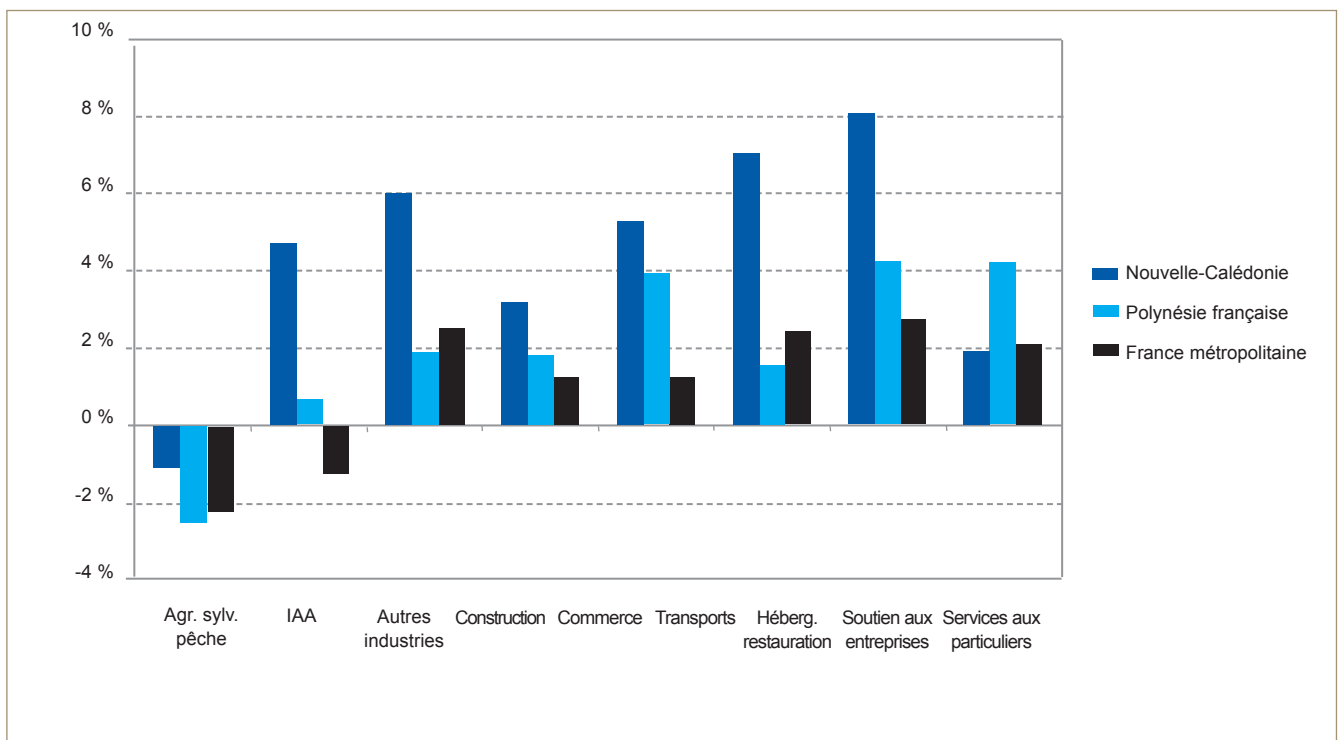
- la construction, avec des taux de croissance annuels de plus de 5 % (voire 7 % à La Réunion), contre 2,5 % en métropole ; seule la construction polynésienne a connu une croissance moindre que celle de la métropole ;
- les activités de services aux entreprises (activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien) ;
- les activités de service aux personnes, à part en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe.

Graphique 23. Evolution annuelle de l'emploi salarié marchand par secteur (1998-2008)
Comparaison des DOM et de la France métropolitaine



Sources : INSEE - ESTEL.

Graphique 24. Evolution annuelle de l'emploi salarié marchand par secteur (1998-2008)
Comparaison de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de la France métropolitaine



Sources : INSEE - ESTEL, ISEE - Recensements de la population, ISPF - CPS.

4.2. Le taux d'emploi stagne et le chômage reste élevé

L'augmentation rapide de la population active pèse sur l'emploi, induisant un taux de chômage élevé. Toutefois, cette augmentation varie selon les géographies. Ainsi, en Martinique et en Guadeloupe, l'accroissement de la

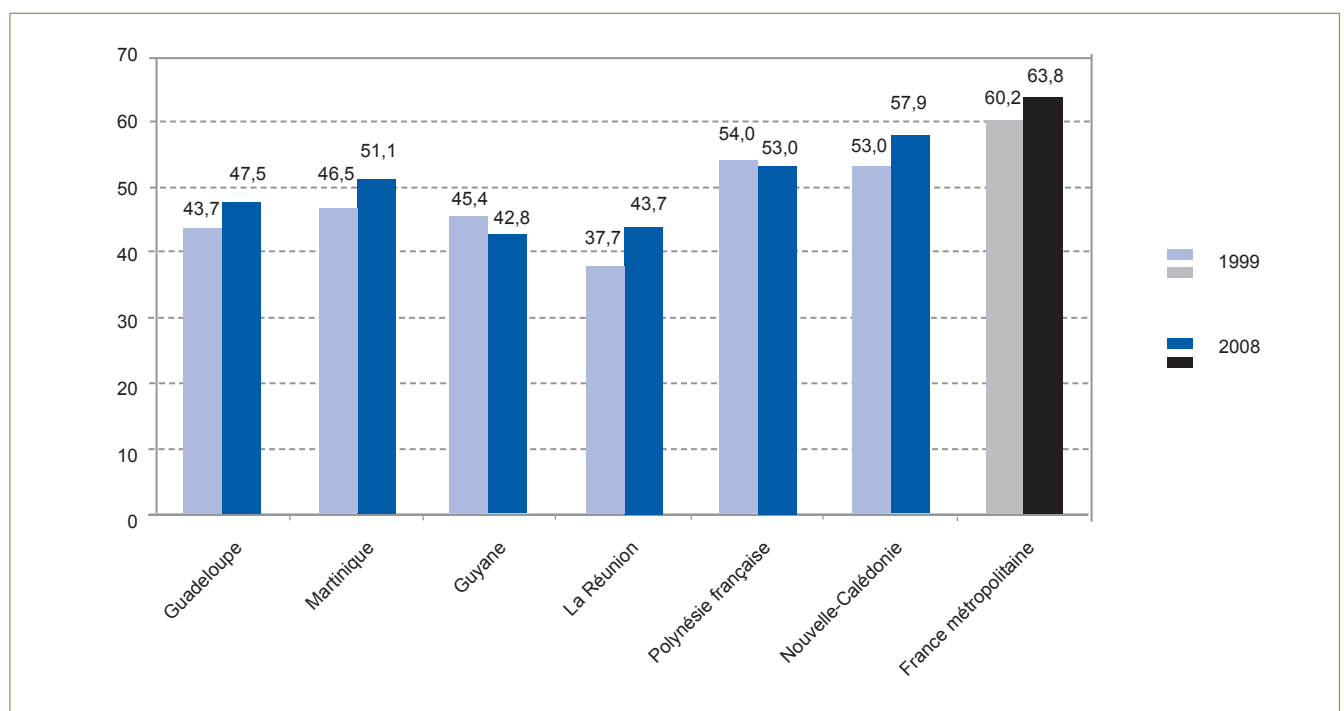
population active est faible. Par contre, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie, cette progression a été forte. La Polynésie française et La Réunion se situent dans une moyenne par rapport à ces deux pôles.

Tableau 7. Evolution de la population active en Outre-mer

	1999	2008	Evolution annuelle (%)
Guadeloupe	172 000	174 200	0,1
Martinique	173 150	178 000	0,3
Guyane	62 000	81 800	3,1
La Réunion	297 700	348 400	1,8
Polynésie française	86 300	106 000	1,9
Nouvelle-Calédonie	79 800	111 000	2,6
France métropolitaine	26 432 468	28 961 390	1,0

Source : INSEE - Recensement de la population :
Polynésie française 1996-2007
Nouvelle-Calédonie 1996-2009.

Graphique 25. Evolution des taux d'emploi des 15-64 ans en Outre-mer par rapport à la France métropolitaine (en %)



Sources : recensement de la population ISEE, INSEE pour les DOM, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie (1996-2009), ISPF (Polynésie française 2002-2007).

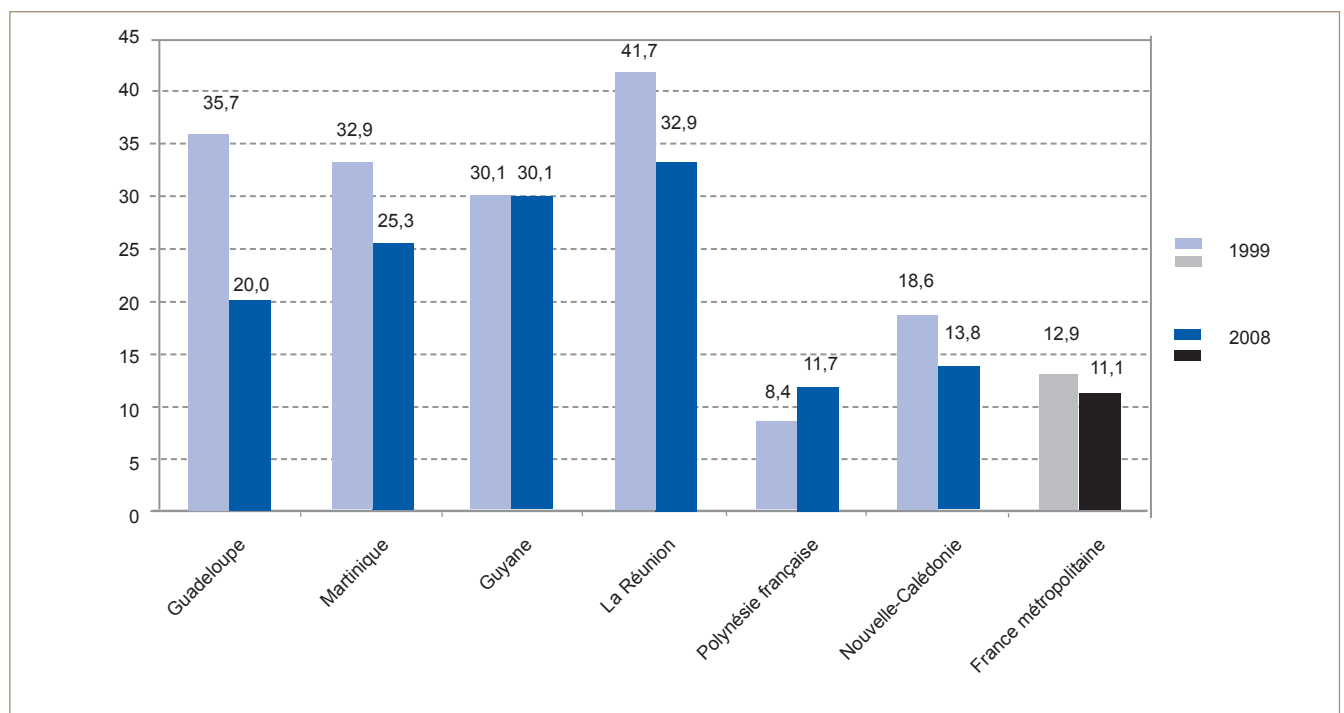
Le taux d'emploi des 15-64 ans, qui donne le pourcentage de personnes en emploi sur la population en âge de travailler, est relativement faible dans l'ensemble des DOM (moins de 50 %), en comparaison de celui de la métropole (64 %). Ceux des COM du Pacifique sont un peu plus élevés, avec des taux de chômage bien moindres. À La Réunion, quatre personnes en âge de travailler sur dix ont un emploi, contre cinq sur dix en Martinique et en Polynésie française, et six sur dix en Nouvelle-Calédonie et en France métropolitaine. Malgré la forte création d'emplois, le taux d'emploi des départements des Antilles Guyane n'a guère évolué du fait de l'augmentation rapide de la population active, excepté à La Réunion où il a augmenté de 6 points. Il a même diminué légèrement en Guyane. Seules La

Réunion et la Nouvelle-Calédonie ont connu une forte progression (+6 points à La Réunion en 9 ans, et +5 points en Nouvelle-Calédonie en 5 ans).

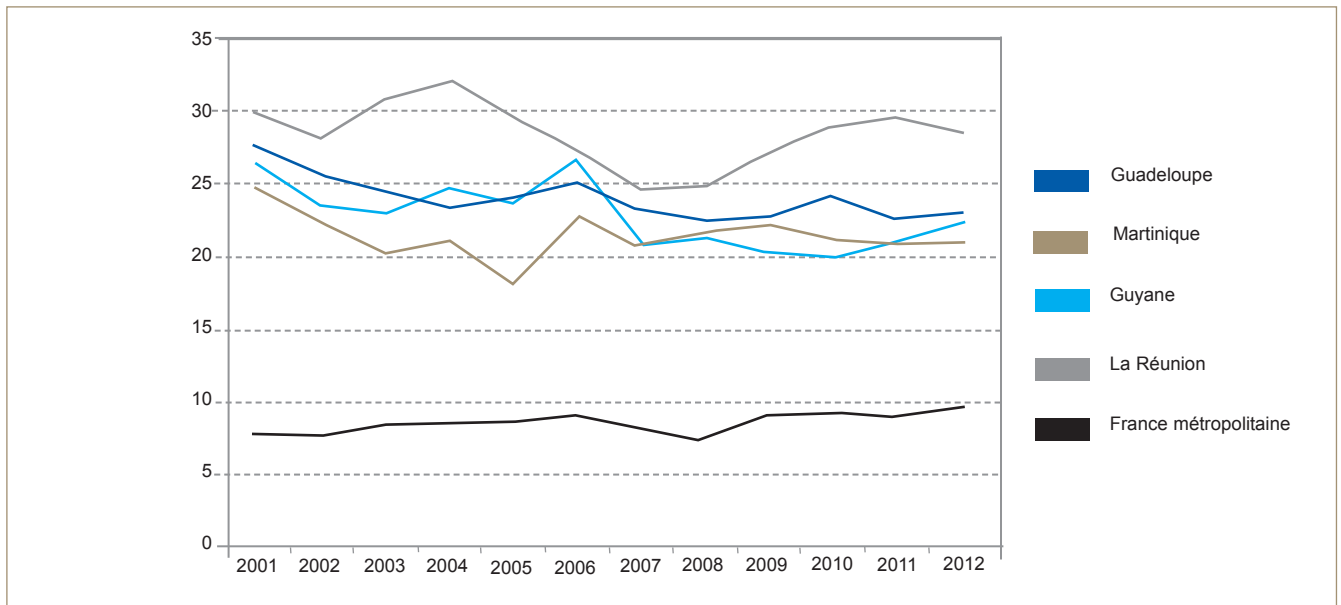
Les COM ne réalisent pas d'enquête emploi, et il n'est donc pas possible pour ces territoires de calculer un taux de chômage au sens du BIT.

Les recensements de la population réalisés sur l'ensemble des territoires permettent de calculer un indicateur de chômage et d'activité et de comparer ainsi les territoires entre eux et la métropole. Le graphique 27 rappelle les taux de chômage officiels des DOM et de la métropole, calculés selon la définition du BIT.

Graphique 26. Outre-mer : taux de chômage des 15-64 ans au sens du recensement en 1999 et en 2008 (en %)



Sources : recensement de la population ISEE, INSEE pour les DOM, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie (1996-2009), ISPF (Polynésie française 2002-2007).

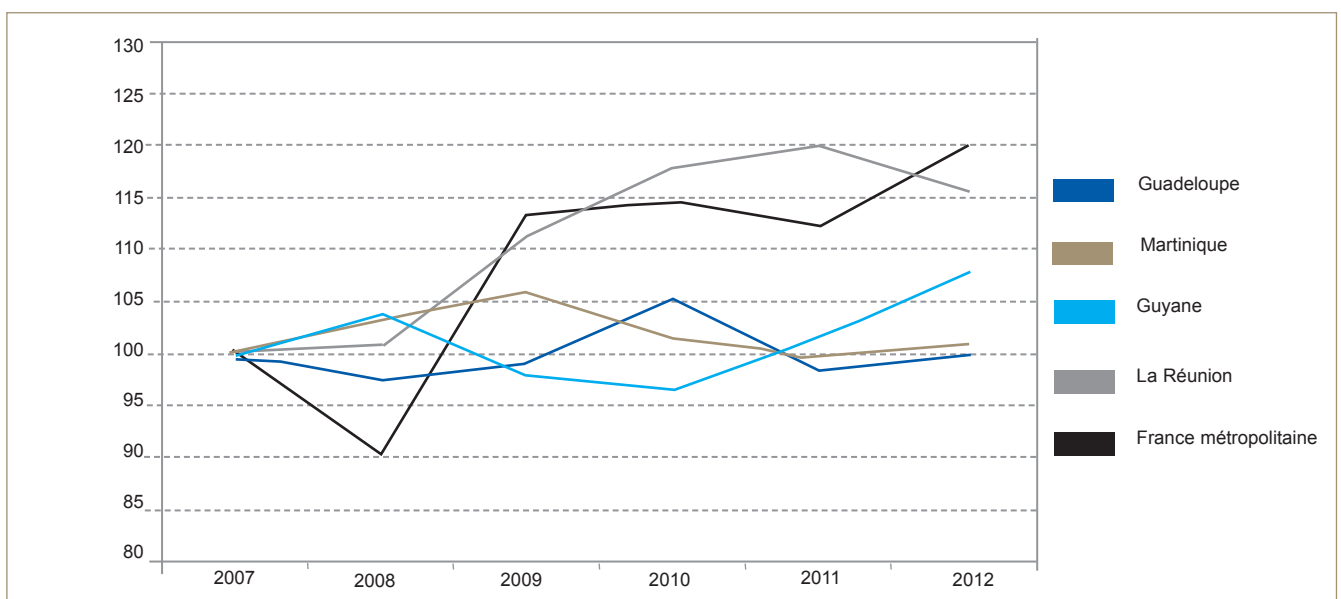
Graphique 27. DOM : évolution du taux de chômage des 15-64 ans au sens du BIT dans les DOM (en %)

Sources : recensement de la population ISEE, INSEE pour les DOM, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie (1996-2009), ISPF (Polynésie française 2002-2007).

La forte augmentation de l'emploi survenue entre 1999 et 2008 a permis de ramener en 2007 le chômage (au sens du BIT) dans les DOM à des taux compris entre 20 % et 25 %, alors qu'il avait atteint près de 32 % en 2004 à La Réunion par exemple (un niveau plus de trois fois supérieur à celui de la France métropolitaine). Ainsi, avec un taux de chômage en baisse jusqu'en 2007, la croissance s'est traduite par une amélioration de la situation des

demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Celle-ci a été contenue du fait de l'augmentation de la population active.

Dans les DOM, contrairement à la métropole, la crise économique a engendré à court terme une hausse du chômage, comme le montre le graphique 28.

Graphique 28. Evolution du taux de chômage dans les DOM entre 2007 et 2012 (base 100 en 1997 ; en %)

Source : INSEE - Enquête emploi.

En métropole, les premières manifestations de la crise économique en termes réels ont commencé au second semestre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance du PIB était de -0,1 %. L'impact sur l'emploi s'est produit avec un léger décalage dans le temps. En 2008, le taux de chômage a continué de baisser. Ce n'est qu'en 2009 qu'il a augmenté significativement, passant de 7,7 % à 9,6 % de la population active.

A La Réunion, l'effet de la crise s'est ressenti dès le deuxième semestre 2008, amplifié par la baisse de l'activité du BTP et des secteurs liés. Au deuxième trimestre 2011, le taux de chômage réunionnais était de 20 % supérieur à celui de 2007. A la réduction des emplois s'ajoute l'augmentation constante de la population active. Le taux d'activité des femmes, traditionnellement faible à La Réunion, poursuit son rattrapage. Il a progressé de 5,8 points depuis 2007, pour atteindre 55,4 % en 2011. C'est encore dix points de moins que le taux d'activité des femmes en France métropolitaine. Cette progression est due principalement aux seniors. Le taux d'activité des femmes âgées de 50 à 64 ans a grimpé en flèche depuis 2007, passant de 40 % à 48 %. En période de chômage de masse, les femmes sont en effet davantage présentes sur le marché du travail pour compenser d'éventuelles pertes de revenus du ménage.

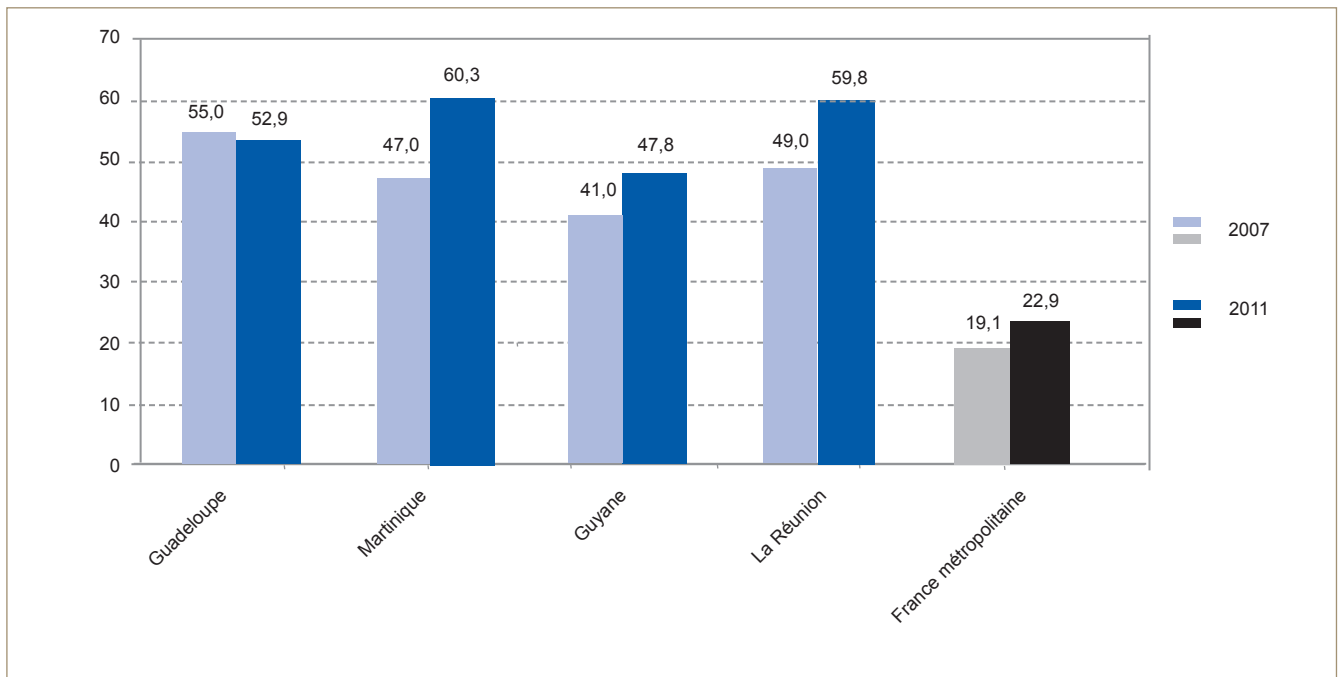
En Martinique et en Guyane, les taux de chômage ont augmenté très rapidement en 2008, mais sont

redescendus en 2011 à des niveaux très proches de ceux de 2007. Cette augmentation des taux d'activité des seniors est également visible en Martinique et en Guadeloupe. Le taux d'activité des 50-64 ans (hommes et femmes confondus) augmente de 7 % en Martinique et de 5 % en Guadeloupe. La Guyane ne semble pas affectée par la hausse du taux d'activité des seniors.

Les jeunes ultramarins sont particulièrement touchés par le chômage et l'inactivité. La crise a aggravé cette situation. Le taux d'activité des jeunes est, de longue date, particulièrement bas dans les DOM. Aux Antilles-Guyane, seuls deux jeunes sur dix, de 15 à 24 ans, se présentent sur le marché du travail. A La Réunion, ils sont un peu plus nombreux (trois sur dix environ) malgré les difficultés d'accès à l'emploi. En comparaison, en métropole, quatre jeunes sur dix sont actifs malgré la poursuite d'études longues bien souvent.

Même si les jeunes ultramarins sont proportionnellement moins nombreux à se présenter sur le marché du travail, leur accès à un emploi reste plus difficile. Le taux de chômage des jeunes actifs domiens de 15 à 24 ans est ainsi de deux à trois fois supérieur à celui de la France métropolitaine. Il atteint même 60 % en Martinique et à La Réunion en 2011, contre 23 % en métropole.

Graphique 29. Evolution du taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans en 2007 et 2011 (en %)



Source : INSEE - Enquête emploi (chômage au sens du BIT).

Dans les COM, le taux de chômage est mesuré à partir du recensement de la population. Il était, pour les jeunes de moins de 25 ans, de 35,3 % en Nouvelle-Calédonie en 2009, et de 34,2 % en Polynésie française en 2007. A titre

de comparaison, il s'établissait à 22,6 % en métropole selon cette définition en 2008. Bien que supérieur à celui de la métropole, le taux de chômage des jeunes des COM reste inférieur à celui des DOM

Conclusion

Malgré une forte progression depuis la fin des années 1990, la croissance économique reste fragile en Outre-mer ; elle n'a pas permis de rattraper le retard en matière de revenu et d'accès à l'emploi. La Polynésie française et la Guyane restent en retrait, marquant le pas, en particulier depuis la crise économique de 2008, tandis que la Nouvelle-Calédonie tire son épingle du jeu avec des taux de croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi très élevés depuis plus d'une décennie.

A l'exception de la Nouvelle-Calédonie, la création de richesse et d'emplois au cours de la première partie de la décennie 2000 n'a pas été suffisante pour améliorer significativement le taux d'emploi et faire diminuer

durablement le chômage et la pauvreté. La croissance économique a partout accentué les inégalités, déjà comparativement très fortes, plaçant les économies ultramarines au même rang, à ce niveau, que certains pays d'Amérique latine. Les jeunes ultramarins, mal insérés sur le marché du travail, sont particulièrement vulnérables.

La crise économique a profondément modifié le cadre dans lequel cette croissance s'est réalisée. Il semble nécessaire de trouver d'autres moteurs de croissance, comme le préconisent les conclusions des rapports des Etats généraux de l'Outre-mer, en s'appuyant notamment sur l'innovation et l'ouverture aux pays voisins.

Liste des sigles et abréviations

AFD	Agence Française de Développement
API	Allocation de parent isolé
AS	Action sociale
BIT	Bureau international du travail
BTP	Bâtiment et travaux publics
CEROM	Comptes économiques rapides de l'Outre-mer
COM	Collectivité d'Outre-mer
DOM	Département d'Outre-mer
EBE	Excédent brut d'exploitation
ESTEL	Estimations d'emploi localisées
FBCF	Formation brute de capital fixe
IAA	Industrie agroalimentaire
IEDOM	Institut d'émission des départements d'Outre-mer
IEOM	Institut d'émission d'Outre-mer
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
ISEE	Institut de la statistique et des études économiques
ISPF	Institut de la statistique de Polynésie française
LME	London Market Exchange
LODEOM	Loi pour le développement économique de l'Outre-mer
LOOM	Loi d'orientation pour l'Outre-mer
LOPOM	Loi de programme pour l'Outre-mer

PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
RDB	Revenu disponible brut
RMI	Revenu minimum d'insertion
RUP	Région ultrapériphérique
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
UC	Unité de consommation
UE	Union européenne
VA	Valeur ajoutée

Série Documents de travail / Working Papers Series Publiés depuis janvier 2009 / published since January 2009

Les numéros antérieurs sont consultables sur le site : <http://recherche.afd.fr>

Previous publications can be consulted online at: <http://recherche.afd.fr>

- N° 78 « L'itinéraire professionnel du jeune Africain » - Les résultats d'une enquête auprès de jeunes leaders Africains sur les dispositifs de formation professionnelle post-primaire
Richard Walther, consultant ITG, Marie Tamoifo, porte-parole de la jeunesse africaine et de la diaspora
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - janvier 2009.
- N° 79 Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté : quel bilan des expériences dans les pays en développement ?
Emmanuelle Lavallée, Anne Olivier, Laure Pasquier-Doumer, Anne-Sophie Robilliard, DIAL - février 2009.
- N° 80 Les nouveaux dispositifs de formation professionnelle post-primaire. Les résultats d'une enquête terrain au Cameroun, Mali et Maroc
Richard Walther, Consultant ITG
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - mars 2009.
- N° 81 *Economic Integration and Investment Incentives in Regulated Industries*
Emmanuelle Auriol, Toulouse School of Economics, Sara Biancini, Université de Cergy-Pontoise, THEMA,
Comments by : Yannick Perez and Vincent Rious - April 2009.
- N° 82 Capital naturel et développement durable en Nouvelle-Calédonie - Etude 1. Mesures de la « richesse totale » et soutenabilité du développement de la Nouvelle-Calédonie
Clément Brelaud, Cécile Couharde, Vincent Géronimi, Elodie Maître d'Hôtel, Katia Radja, Patrick Schembri, Armand Taranco, Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, GEMDEV
Contact : Valérie Reboud, AFD - juin 2009.
- N° 83 *The Global Discourse on "Participation" and its Emergence in Biodiversity Protection*
Olivier Charnoz, AFD - July 2009.
- N° 84 *Community Participation in Biodiversity Protection: an Enhanced Analytical Framework for Practitioners*
Olivier Charnoz, AFD - August 2009.
- N° 85 Les Petits opérateurs privés de la distribution d'eau à Maputo : d'un problème à une solution ?
Aymeric Blanc, Jérémie Cavé, LATTIS, Emmanuel Chaponnière, Hydroconseil
Contact : Aymeric Blanc, AFD - août 2009.
- N° 86 Les transports face aux défis de l'énergie et du climat
Benjamin Dessus, Global Chance.
Contact : Nils Devernois, AFD - septembre 2009.
- N° 87 Fiscalité locale : une grille de lecture économique
Guy Gilbert, professeur des universités à l'École normale supérieure (ENS) de Cachan
Contact : Réjane Hugounenq, AFD - septembre 2009.
- N° 88 Les coûts de formation et d'insertion professionnelles - Conclusions d'une enquête terrain en Côte d'Ivoire
Richard Walther, expert AFD avec la collaboration de Boubakar Savadogo (Akilia) et de Borel Foko (Pôle de Dakar)
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - octobre 2009.

- N° 89 Présentation de la base de données. Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)
Institutional Profiles Database III - Presentation of the Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)
Denis de Crombrughe, Kristine Farla, Nicolas Meisel, Chris de Neubourg, Jacques Ould Aoudia, Adam Szirmai
Contact : Nicolas Meisel, AFD - décembre 2009.
- N° 90 Migration, santé et soins médicaux à Mayotte
Sophie Florence, Jacques Lebas, Pierre Chauvin, Equipe de recherche sur les déterminants sociaux de la santé et du recours aux soins UMRS 707 (Inserm - UPMC)
Contact : Christophe Paquet, AFD - janvier 2010.
- N° 91 Capital naturel et développement durable en Nouvelle-Calédonie - Etude 2. Soutenabilité de la croissance néo-calédonienne : un enjeu de politiques publiques
Cécile Couharde, Vincent Géronimi, Elodie Maître d'Hôtel, Katia Radja, Patrick Schembri, Armand Taranco
Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, GEMDEV
Contact : Valérie Reboud, AFD - janvier 2010.
- N° 92 *Community Participation Beyond Idealisation and Demonisation: Biodiversity Protection in Soufrière, St. Lucia*
Olivier Charnoz, AFD - January 2010.
- N° 93 *Community Participation in the Pantanal, Brazil: Containment Games and Learning Processes*
Participation communautaire dans le Pantanal au Brésil : stratégies d'endiguement et processus d'apprentissage
Olivier Charnoz, AFD - février 2010.
- N° 94 Développer le premier cycle secondaire : enjeu rural et défis pour l'Afrique subsaharienne
Alain Mingat et Francis Ndem, IREDU, CNRS et université de Bourgogne
Contact : Jean-Claude Balmès, AFD - avril 2010
- N° 95 Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marché
Catherine Araujo Bonjean, Stéphanie Brunelin, Catherine Simonet, CERDI - mai 2010.
- N° 96 La Thaïlande : premier exportateur de caoutchouc naturel grâce à ses agriculteurs familiaux
Jocelyne Delarue, AFD - mai 2010.
- N° 97 Les réformes curriculaires par l'approche par compétences en Afrique
Francoise Cros, Jean-Marie de Ketele, Martial Dembélé, Michel Develay, Roger-François Gauthier, Najoua Ghriss, Yves Lenoir, Augustin Murayi, Bruno Suchaut, Valérie Tehio - juin 2010.
- N° 98 Les coûts de formation et d'insertion professionnelles - Les conclusions d'une enquête terrain au Burkina Faso
Richard Walther, Boubakar Savadogo, consultants en partenariat avec le Pôle de Dakar/UNESCO-BREDA.
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - juin 2010.
- N° 99 *Private Sector Participation in the Indian Power Sector and Climate Change*
Shashanka Bhide, Payal Malik, S.K.N. Nair, Consultants, NCAER
Contact: Aymeric Blanc, AFD - June 2010.
- N° 100 Normes sanitaires et phytosanitaires : accès des pays de l'Afrique de l'Ouest au marché européen - Une étude empirique
Abdelhakim Hammoudi, Fathi Fakhfakh, Cristina Grazia, Marie-Pierre Merlateau.
Contact : Marie-Cécile Thirion, AFD - juillet 2010.
- N° 101 Hétérogénéité internationale des standards de sécurité sanitaire des aliments : Quelles stratégies pour les filières d'exportation des PED ? - Une analyse normative
Abdelhakim Hammoudi, Cristina Grazia, Eric Giraud-Héraud, Oualid Hamza.
Contact : Marie-Cécile Thirion, AFD - juillet 2010.

- N° 102 Développement touristique de l'outre-mer et dépendance au carbone
Jean-Paul Ceron, Ghislain Dubois et Louise de Torcy.
Contact : Valérie Reboud, AFD - octobre 2010.
- N° 103 Les approches de la pauvreté en Polynésie française : résultats et apports de l'enquête sur les conditions de vie en 2009
Javier Herrera, IRD-DIAL, Sébastien Merceron, Insee.
Contact : Cécile Valadier, AFD - novembre 2010.
- N° 104 La gestion des déchets à Coimbatore (Inde) : frictions entre politique publique et initiatives privées
Jérémy Cavé, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS), CNRS - décembre 2010.
- N° 105 Migrations et soins en Guyane - Rapport final à l'Agence Française de Développement dans le cadre du contrat AFD-Inserm
Anne Jolivet, Emmanuelle Cadot, Estelle Carde, Sophie Florence, Sophie Lesieur, Jacques Lebas, Pierre Chauvin
Contact : Christophe Paquet, AFD - décembre 2010.
- N° 106 Les enjeux d'un bon usage de l'électricité : Chine, Etats-Unis, Inde et Union européenne
Benjamin Dessus et Bernard Laponche avec la collaboration de Sophie Attali (Topten International Services), Robert Angioletti (Ademe), Michel Raoust (Terao)
Contact : Nils Devernois, AFD - février 2011.
- N° 107 Hospitalisation des patients des pays de l'Océan indien - Prises en charges spécialisées dans les hôpitaux de la Réunion
Catherine Dupilet, Dr Roland Cash, Dr Olivier Weil et Dr Georges Maguerez (cabinet AGEAL)
En partenariat avec le Centre Hospitalier Régional de la Réunion et le Fonds de coopération régionale de la Réunion
Contact : Philippe Renault, AFD - février 2011.
- N° 108 *Peasants against Private Property Rights: A Review of the Literature*
Thomas Vendryes, Paris School of Economics - February 2011.
- N° 109 Le mécanisme REDD+ de l'échelle mondiale à l'échelle locale - Enjeux et conditions de mise en oeuvre
ONF International
Contact : Tiphaine Leménager, AFD - mars 2011.
- N° 110 L'aide au Commerce : état des lieux et analyse
Aid for Trade: A Survey
Mariana Vijil, Marilyne Huchet-Bourdon et Chantal Le Mouël, Agrocampus Ouest, INRA, Rennes.
Contact : Marie-Cécile Thirion, AFD - avril 2011.
- N° 111 Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle
Sandra Barlet et Christian Baron, GRET
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - avril 2011.
- N° 112 Charbon de bois et sidérurgie en Amazonie brésilienne : quelles pistes d'améliorations environnementales ?
L'exemple du pôle de Carajas
Ouvrage collectif sous la direction de Marie-Gabrielle Piketty, Cirad, UMR Marchés
Contact : Tiphaine Leménager, AFD - avril 2011.
- N° 113 Gestion des risques agricoles par les petits producteurs Focus sur l'assurance-récolte indicelle et le warrantage
Guillaume Horréard, Bastien Oggeri, Ilan Rozenkopf sous l'encadrement de :
Anne Chetaille, Aurore Duffau, Damien Lagandré
Contact : Bruno Vindel, AFD - mai 2011.
- N° 114 Analyse de la cohérence des politiques commerciales en Afrique de l'Ouest
Jean-Pierre Rolland, Arlène Alpha, GRET
Contact : Jean-René Cuzon, AFD - juin 2011

- N° 115 L'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations en situation de crise : comment passer de l'urgence à la reconstruction et au développement ?
Julie Patinet (Groupe URD) et Martina Rama (Académie de l'eau),
sous la direction de François Grünewald (Groupe URD)
Contact : Thierry Liscia, AFD - septembre 2011.
- N° 116 Formation et emploi au Maroc : état des lieux et recommandations
Jean-Christophe Maurin et Thomas Mélonio, AFD - septembre 2011.
- N° 117 *Student Loans: Liquidity Constraint and Higher Education in South Africa*
Marc Gurgand, Adrien Lorenceau, Paris School of Economics
Contact: Thomas Mélonio, AFD - September 2011.
- N° 118 Quelles(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique ? Une revue de littérature
Dominique Darbon, IEP Bordeaux, Comi Toulabor, LAM Bordeaux
Contacts : Virginie Diaz et Thomas Mélonio, AFD - décembre 2011.
- N° 119 Les réformes de l'aide au développement en perspective de la nouvelle gestion publique
Development Aid Reforms in the Context of New Public Management
Jean-David Naudet, AFD - février 2012.
- N° 120 *Fostering Low-Carbon Growth Initiatives in Thailand*
Contact: Cécile Valadier, AFD - February 2012
- N° 121 Interventionnisme public et handicaps de compétitivité : analyse du cas polynésien
Florent Venayre, Maître de conférences en sciences économiques, université de la Polynésie française et LAMETA, université de Montpellier
Contacts : Cécile Valadier et Virginie Olive, AFD - mars 2012.
- N° 122 Accès à l'électricité en Afrique subsaharienne : retours d'expérience et approches innovantes
Anjali Shanker (IED) avec les contributions de Patrick Clément (Axenne), Daniel Tapin et Martin Buchsenschutz (Nodalis Conseil)
Contact : Valérie Reboud, AFD - avril 2012.
- N° 123 *Assessing Credit Guarantee Schemes for SME Finance in Africa: Evidence from Ghana, Kenya, South Africa and Tanzania*
Angela Hansen, Ciku Kimeria, Bilha Ndirangu, Nadia Oshry and Jason Wendle, Dalberg Global Development Advisors
Contact: Cécile Valadier, AFD - April 2012.
- N° 124 Méthodologie PEFA et collectivités infranationales : quels enseignements pour l'AFD ?
Frédéric Audras et Jean-François Almanza, AFD - juillet 2012
- N° 125 *High Returns, Low Attention, Slow Implementation: The Policy Paradoxes of India's Clean Energy Development*
Ashwini Swain, University of York, Olivier Charnoz, AFD - July 2012
- N° 126 *In Pursuit of Energy Efficiency in India's Agriculture: Fighting 'Free Power' or Working with it?*
Ashwini Swain, University of York, Olivier Charnoz, AFD - August 2012
- N° 127 L'empreinte écologique et l'utilisation des sols comme indicateur environnemental : quel intérêt pour les politiques publiques ?
Jeroen van den Bergh, Universitat Autònoma de Barcelona et Fabio Grazi, département de la Recherche, AFD, octobre 2012
- N° 128 *China's Coal Methane: Actors, Structures, Strategies and their Global Impacts*
Ke Chen, Research consultant, Olivier Charnoz, AFD - October 2012

- N° 129 Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer ?
Une approche par l'indice de développement humain
Olivier Sudrie, cabinet DME
Contact : Vincent JOGUET, AFD - novembre 2012
-
- N° 130 Taille des villes, urbanisation et spécialisations économiques
Une analyse sur micro-données exhaustives des 10 000 localités maliennes
Claire Bernard, Sandrine Mesplé-Somps, Gilles Spielvogel, IRD, UMR DIAL
Contact : Réjane HUGOUNENQ, AFD - novembre 2012